



Rapport financier intermédiaire Deuxième trimestre se terminant le 31 décembre 2011

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

Nos résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2012 sont à la fois porteurs de progrès et de défis. Bien que les revenus soient en hausse de 11 % par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2011, ils sont malheureusement restés au même niveau qu'ils l'étaient au premier trimestre de cet exercice. Tandis que notre carnet de commandes est demeuré à un niveau élevé tout au long des six premiers mois de l'exercice, se maintenant au-dessus des 30 M \$, nos revenus trimestriels ne se sont élevés qu'à 7,1 M \$ – une performance en deçà de nos projections. Au cours du trimestre, nous avons enregistré 4,7 M \$ de nouvelles commandes de systèmes de traitement des eaux. Ces nouvelles commandes, associées au niveau moyen de revenus réalisés pour des projets de systèmes durant le trimestre, nous ont permis de maintenir notre carnet de commandes à un niveau élevé : 30,0 M \$ à la fin du trimestre. Avec un carnet de commandes aussi élevé six mois après le début de l'exercice, nous nous attendons toujours à atteindre un niveau de revenus record en fin d'exercice.

Nos deux lignes d'affaires ont enregistré des revenus en hausse comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2011. Les revenus provenant des systèmes de traitement des eaux se sont élevés à 4,1 M \$, contre 3,6 M \$ en 2011, tandis que les revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables ont atteint 3,0 M \$ au cours de ce trimestre, contre 2,8 M \$ en 2011. Ces légères augmentations n'ont toutefois pas donné une impulsion assez forte pour nous permettre d'enregistrer une augmentation équivalente de notre marge bénéficiaire brute. Plusieurs facteurs externes et internes ont fortement influencé la marge brute de ce trimestre, qui s'élève à 22,6 %, contre 31,4 % au deuxième trimestre de l'exercice 2011, niveau record et inhabituellement élevé.

Trois facteurs ont affecté la marge brute du trimestre, le premier étant externe et hors du contrôle de la Société :

- Premièrement, certains de nos clients de systèmes de traitement des eaux ont retardé la livraison ou la mise en service de leurs systèmes, une situation que nous ne pouvons pas contrôler. Ce retard a décalé à la seconde moitié de l'exercice la reconnaissance des revenus de ces projets.
- Nous avons également peiné à maintenir nos marges sur deux projets américains obtenus en plein cœur de la récession avec des marges inhabituellement peu élevées. Ces projets étaient deux des derniers projets d'importance à faible marge encore présents dans notre carnet de commandes.
- Et finalement, la réaffectation des ressources et frais associés que nous avons engagée durant le premier trimestre aura un effet permanent sur le niveau de notre marge brute tout au long de l'exercice 2012, réduisant les marges brutes d'environ 2 % par rapport aux marges enregistrées durant l'exercice 2011.

Au cours des deux prochains trimestres, les dates de livraison prévues des projets en cours nécessiteront que nous augmentions notre rythme de production et devraient avoir un impact positif correspondant sur les revenus. Déjà, plusieurs projets d'importance ont terminé leur phase initiale de conception et d'ingénierie et ont atteint les phases de fabrication et d'assemblage, génératrices de plus hauts revenus. Les nouvelles ressources que nous avons affectées à nos forces de ventes pour les systèmes et les produits consommables au début de l'exercice devraient également commencer à faire ressentir leur impact, tout comme les quatre nouveaux distributeurs internationaux des produits Professional Water Technologies que nous avons ajoutés au cours du trimestre. Notre force de ventes pour les systèmes est pleinement mobilisée, faisant preuve d'une activité intense dans les soumissions en Amérique du Nord et à l'étranger. La demande du secteur de l'énergie devrait rester élevée tout au long des deux prochains trimestres de l'exercice et au-delà, tandis que la demande des autres secteurs industriels au Canada et aux États-Unis devrait également rester soutenue et offrir des opportunités intéressantes. Si le secteur municipal américain pour des systèmes de traitement d'eau de grande taille reste d'un abord difficile, la demande du secteur municipal canadien devrait se maintenir à des niveaux solides pour les mois à venir.

Durant ce trimestre et cette première moitié de l'exercice 2012, nos frais de vente, d'exploitation et administratifs sont demeurés sous contrôle et sont conformes au budget, même si nous avons ajouté des ressources à nos équipes de ventes.

Le BAIIA pour ce trimestre a atteint (707 814 \$), contre (23 624 \$) pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2010. Le BAIIA ajusté (excluant la rémunération à base d'actions) s'est quant à lui élevé à (671 487 \$), contre 7 951 \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie pour le trimestre ont été affectés par les retards dans l'exécution et la livraison des projets, ainsi que par le démarrage de plusieurs projets d'importance. Le renouvellement et l'augmentation de nos facilités de crédit renouvelables conclus peu après la fin du trimestre nous assureront une flexibilité accrue et des capacités plus importantes pour couvrir nos futurs besoins en fonds de roulement au fur et à mesure que nous gagnons en vitesse dans l'exécution de notre carnet de commandes. Notre ligne de crédit renouvelable a été augmentée de 1 M \$, passant à 4 M \$, et peut être utilisée en devises canadiennes et américaines. Ce renouvellement accordé à des conditions favorables et apportant une réduction des coûts associés est également un témoignage de confiance et de soutien de nos partenaires financiers de longue date.

H₂O Innovation India, notre coentreprise indienne, a continué sur son rythme de développement rapide et a atteint une étape importante au cours du trimestre en mettant en service son premier système de traitement d'eau sur site de grande capacité. Moins de 24 mois après sa fondation, notre coentreprise a complété l'assemblage et lancé la mise en service de son premier système de traitement d'eau d'importance, pour son client Larsen & Toubro Heavy Engineering, une multinationale manufacturière indienne hautement respectée. Unique en Inde, ce système d'une capacité de 7 000 m³/jour combinant prétraitement par ultrafiltration et traitement par osmose inverse est une vitrine technologique pour H₂O Innovation India. La livraison de ce projet parallèlement à la constitution de notre propre équipe, au recrutement et à la formation des bonnes personnes, à la construction de notre usine d'assemblage et à la mise en place de procédures et contrôles présente bien sûr des défis. Mais avec le soutien constant de nos équipes d'ingénierie et de gestion sur place, nous donnons à H₂O Innovation India tous les outils et toutes les connaissances nécessaires pour qu'elle dépasse les défis initiaux inhérents à toute jeune entreprise. Notre équipe indienne gagne en maturité et, bien que son premier projet d'envergure ait été complété avec une faible marge, nous sommes confiants dans leur capacité à enregistrer des marges plus élevées lorsqu'ils exécuteront les autres projets industriels qui composent leur carnet de commandes.

Pour conclure, alors que nous nous engageons dans la seconde moitié de l'exercice 2012, la direction et notre équipe d'exploitation sont pleinement mobilisées pour faire tout ce qui peut être fait pour accélérer la production et la livraison, tout en maintenant nos marges. L'objectif commun de nos équipes d'exploitation et de l'ensemble de nos gens est d'expédier hors de nos usines les systèmes de nos clients, dans le respect des délais et des budgets.

En 2011, notre défi était de faire croître notre carnet de commandes et nous avons réussi. Forts d'un carnet de commandes élevé, de nouvelles commandes régulières et de l'augmentation graduelle de nos ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables, nous avons toutes les fondations requises pour générer des revenus plus élevés au cours des six prochains mois de l'exercice 2012 et terminer l'exercice avec un niveau de revenus record et un BAIIA positif, tout en assurant la saine croissance de notre compagnie.



Frédéric Dugré
Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 décembre 2010, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer le bilan au 31 décembre 2011 à celui du 30 juin 2011. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « s'attendre », « croire », « estimer » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 28 septembre 2011. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les auditeurs externes de la Société et ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

TRANSITION AUX IFRS ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société établit ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada tels qu'établis dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été révisé de manière à intégrer les Normes internationales d'information financière (« IFRS »); il exige désormais des entités ayant une obligation publique de rendre des comptes d'appliquer ces normes pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information sur cette base dans les états financiers consolidés intermédiaires de 2012. Dans les présents états financiers, les « PCGR du Canada » s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, incluant IAS 34 et IFRS 1. À l'exception de certains choix liés à la transition et présentés à la note 17, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans ses états de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 17 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2010.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 13 février 2012, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé ces états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliqués dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société établis conformément aux PCGR du Canada au 30 juin 2011 et au 30 juin 2010 et pour les exercices terminés les 30 juin 2011 et 2010. La note 17 présente l'information liée aux IFRS pour l'exercice terminé le 30 juin 2011 qui est significative pour la compréhension des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

NOTRE PROFIL

Forte de plus de 11 années d'expérience, H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Comptant plus de 100 employés et disposant de sept places d'affaires en Amérique du Nord, H₂O Innovation est partenaire fondateur de la coentreprise H₂O Innovation India de Mumbai, Inde.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Principales données financières (non vérifiées)

	Périodes de trois mois terminées le 31 décembre		Périodes de six mois terminées le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Revenus	7 056 495	6 354 087	14 126 263	12 679 168
Bénéfice brut	1 592 624	1 993 756	3 337 558	3 878 624
Marge bénéficiaire brute	22,6 %	31,4 %	23,6 %	30,6 %
Charges d'exploitation	181 538	315 340	286 644	615 627
Frais de vente	954 006	866 130	1 818 673	1 791 316
Frais administratifs	919 647	822 033	1 774 739	1 545 879
Perte nette	(1 214 510)	(523 693)	(1 302 726)	(1 153 303)
Perte de base et diluée par action	(0,020)	(0,009)	(0,022)	(0,019)
BAIIA	(707 814)	(23 624)	(468 427)	(111 487)

Revenus et bénéfice brut

Bien que les revenus de ce deuxième trimestre soient en hausse de 11 % par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2011, ils sont malheureusement restés au même niveau qu'ils l'étaient au premier trimestre de cet exercice. Tandis que le carnet de commandes de la Société est demeuré tout au long des six premiers mois de l'exercice à un niveau élevé supérieur à 30 M \$, les revenus du trimestre ne se sont élevés qu'à 7,1 M \$ – une performance en deçà des projections de la direction.

Les deux lignes d'affaires de la Société ont toutefois enregistré des revenus en hausse comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2011. Les revenus provenant des systèmes de traitement des eaux se sont élevés à 4,1 M \$, contre 3,6 M \$ en 2011, tandis que les revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables ont atteint 3,0 M \$ au cours de ce trimestre, contre 2,8 M \$ en 2011.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des cinq derniers trimestres. Cette analyse reflète la volatilité de l'économie dans laquelle la Société a évolué. Elle montre aussi combien son modèle d'affaires, qui combine les revenus provenant de la vente de systèmes et les revenus liés à la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables, la rend plus forte et la place en meilleure position pour faire face aux fluctuations.

	Exercice 2011				Exercice 2012		Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2 ^(a)	T3 ^(a)	T4 ^(a)	T1	T2	(T3 & T4 2011 & T1 & T2 2012)	(T3 & T4 2010 & T1 & T2 2011)
Carnet de commandes	14,3 M \$	15,1 M \$	21,6 M \$	35,3 M \$	31,6 M \$	30,0 M \$	N/A	N/A
Commandes de systèmes de traitement des eaux	3,7 M \$	7,4 M \$	6,1 M \$	17,4 M \$	0,9 M \$	4,7 M \$	29,1 M \$	23,6 M \$
Revenus provenant des systèmes de traitement des eaux	3,5 M \$	3,6 M \$	3,9 M \$	4,5 M \$	4,3 M \$	4,1 M \$	16,8 M \$	13,8 M \$
Ratio commandes / revenus	1,1	2,1	1,6	3,9	0,2	1,1	1,73	1,70
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	2,8 M \$	2,8 M \$	3,3 M \$	3,3 M \$	2,8 M \$	3,0 M \$	12,4 M \$	11,1 M \$

(a) Le tableau ci-dessus a été ajusté afin de refléter le fait que la coentreprise de la Société est désormais comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui signifie que le carnet de commandes et les commandes générés en Inde au cours de l'exercice 2011 n'affecteront pas la ligne de revenus de la Société, mais affecteront uniquement les résultats nets provenant de cette coentreprise.

Par conséquent, les revenus enregistrés au cours de ce deuxième trimestre 2012 se sont élevés à 7,1 M \$, contre 6,4 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation représente une hausse de 11 % comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2011; cette hausse est principalement attribuable aux revenus provenant des systèmes de traitement des eaux et, dans une moindre mesure, aux revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012, le taux de change moyen pour les activités de la Société libellées en dollars US était relativement similaire à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et n'a pas eu d'impact sur la croissance des revenus de la Société.

Les revenus récurrents ont affiché une légère hausse de 0,2 M \$ pour ce trimestre comparé au trimestre correspondant de l'exercice 2011. Les revenus et le bénéfice tirés des importantes commandes de produits chimiques de spécialité réalisées par les distributeurs internationaux de la Société peuvent aisément varier d'un trimestre à l'autre en fonction de la période à laquelle elles sont placées.

Ces légères augmentations n'ont malheureusement pas donné une impulsion assez forte pour permettre à la Société d'enregistrer une augmentation équivalente de sa marge brute. Plusieurs facteurs externes et internes ont fortement influencé la marge brute de ce trimestre, qui s'élève à 22,6 % contre 31,4 % au deuxième trimestre de l'exercice 2011 – un niveau record et inhabituellement élevé.

Trois facteurs ont affecté la marge brute du trimestre, le premier étant externe et hors du contrôle de la Société:

- Premièrement, certains clients des systèmes de traitement des eaux ont retardé la livraison ou la mise en service de leurs systèmes, une situation que la Société ne peut pas contrôler. Ce retard a décalé à la seconde moitié de l'exercice la reconnaissance des revenus de ces projets, alors que des coûts significatifs ont déjà été encourus pour ces projets et se répercutent sur le bilan de la Société.
- La Société a également peiné à maintenir ses marges sur deux projets américains obtenus en plein cœur de la récession avec des marges inhabituellement peu élevées. Ces projets étaient deux des derniers projets d'importance à faible marge encore présents dans le carnet de commandes de la Société.
- Finalement, la réaffectation des ressources et frais associés que la Société a engagée durant le premier trimestre aura un effet permanent sur la marge brute tout au long de l'exercice 2012, réduisant les marges brutes d'environ 2 % par rapport aux marges enregistrées durant l'exercice 2011 en augmentant le coût des marchandises vendues et réduisant les charges d'exploitation. Cette nouvelle affectation des ressources est le résultat d'une saine analyse de la gestion relativement à l'exécution des projets.

Au cours du trimestre, la Société a enregistré 4,7 M \$ de nouvelles commandes de systèmes de traitement des eaux. Ces nouvelles commandes, associées au niveau moyen de revenus réalisés pour des projets de systèmes durant le trimestre, ont permis de maintenir le carnet de commandes de la Société à un niveau élevé : 30,0 M \$ à la fin du trimestre. Avec un carnet de commandes aussi élevé pendant les six premiers mois de l'exercice, la direction s'attend toujours à atteindre un niveau de revenus record à la fin de l'exercice.

Au cours des deux prochains trimestres, les dates de livraison prévues des projets en cours nécessiteront de la part de la Société qu'elle augmente son rythme de production et devraient avoir un impact positif correspondant sur les revenus. Déjà, plusieurs projets d'importance ont terminé leur phase initiale de conception et d'ingénierie et ont atteint les phases de fabrication et d'assemblage, génératrices de plus hauts revenus. Les nouvelles ressources affectées aux forces de ventes de la Société pour les systèmes et les produits consommables au début de l'exercice devraient également commencer à faire ressentir leur impact, tout comme les quatre nouveaux distributeurs internationaux des produits Professional Water Technologies que la Société a ajoutés au cours du trimestre. La force de ventes de la Société pour les systèmes est pleinement mobilisée, faisant preuve d'une activité intense dans les soumissions en Amérique du Nord et à l'étranger. La demande du secteur de l'énergie devrait rester élevée tout au long des deux prochains trimestres de l'exercice et au-delà, tandis que la demande des autres secteurs industriels au Canada et aux États-Unis devrait également rester soutenue et offrir des opportunités intéressantes. Si le secteur municipal américain pour des systèmes de traitement d'eau d'importance reste d'un abord difficile, la demande du secteur municipal canadien devrait se maintenir à des niveaux solides pour les mois à venir.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont baissé de 0,3 M \$ à 0,2 M \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2011. Cette baisse est due à une meilleure utilisation des ressources affectées aux projets de systèmes en cours réalisés durant le premier trimestre de l'exercice 2012. Cette réaffectation aura un impact permanent, réduisant la marge bénéficiaire brute d'environ 2,0 points de pourcentage en augmentant le coût des marchandises vendues et réduisant les charges d'exploitation. Cette nouvelle affectation des ressources est le résultat d'une saine analyse de la gestion relativement à l'exécution des projets.

Frais de vente

Affichant une hausse d'environ 90 000 \$, les frais de vente sont restés relativement stables comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, à 0,9 M \$ pour ce trimestre. Cette hausse s'explique par l'ajout de nouvelles ressources aux forces de ventes de la Société pour les systèmes et les produits consommables au début de l'exercice 2012.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté de 0,8 M \$ à 0,9 M \$ pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2010 et 2011 respectivement. L'augmentation de la rémunération du personnel administratif et de la direction a eu un impact sur le montant des frais administratifs du deuxième trimestre de l'exercice 2012.

De manière globale, les frais généraux de la Société se sont maintenus en-deçà du budget prévu pour l'exercice 2012.

À ce jour, la direction n'est au fait d'aucun facteur ou indice pouvant affecter la valeur des actifs incorporels ou la recouvrabilité des écarts d'acquisition.

BAIIA

Le BAIIA pour ce trimestre a atteint (707 814 \$), contre (23 624 \$) pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2010. Le BAIIA ajusté (excluant les charges de rémunération à base d'actions de (36 327 \$)) s'est élevé à (671 487 \$) pour le trimestre. Ces BAIIA et BAIIA ajusté négatifs pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012 sont en partie le résultat de facteurs externes en dehors du contrôle de la Société et de facteurs internes. Les équipes de direction et d'exploitation sont entièrement mobilisées pour faire tout ce qui peut être fait pour accélérer la production et la livraison, tout en maintenant les marges de la Société afin de mieux gérer les facteurs internes.

Autres gains (pertes) – nets

Les autres gains (pertes) – nets, qui se sont élevés à 18 032 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011, contre 14 207 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010, sont principalement composés d'un gain de change, ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 194 704 \$ pour la période terminée le 31 décembre 2011, contre 184 970 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. Sur ce montant, 65 770 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme, et 9 299 \$ correspondent à la désactualisation sur les contreparties conditionnelles.

Perte nette

La perte nette est passée de (523 693 \$) ou (0,009 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2011 à (1 214 510 \$) ou (0,020 \$ par action) pour ce trimestre.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2011, 2012, 2013, 2017 et 2022 à verser un montant de 3 619 209 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 489 799 \$ en 2012, 480 913 \$ en 2013, 409 592 \$ en 2014, 418 519 \$ en 2015 et 427 674 \$ en 2016.

Informations sur le capital-actions

En date du 31 décembre 2011, 60 145 832 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. Aucune action n'a été émise au cours de ce trimestre.

BILANS

Tandis que le fonds de roulement de la Société a baissé de 6,2 M \$ au 30 juin 2011 à 4,8 M \$ au 31 décembre 2011, le ratio d'endettement à court terme de la Société a légèrement baissé, passant de 1,76 à 1,58, ce qui reflète les retards d'exécution et de livraison des projets – plusieurs projets d'importance ayant été initiés, et leurs coûts encourus mais pas encore facturés au client. Le renouvellement et l'augmentation des facilités de crédit renouvelables de la Société conclus peu après la fin du trimestre lui assureront une flexibilité accrue et des capacités plus importantes pour couvrir ses futurs besoins en fonds de roulement au fur et à mesure qu'elle gagne en vitesse dans l'exécution de son carnet de commandes. La ligne de crédit renouvelable de la Société a été augmentée de 1 M \$, passant à 4 M \$, et peut être utilisée en devises canadiennes et américaines. Ce renouvellement accordé à des conditions favorables et apportant une réduction des coûts associés est également un témoignage de confiance et de soutien des partenaires financiers de longue date de la Société.

La dette nette excluant les contreparties conditionnelles, qui s'élevait à 6,3 M \$ au 31 décembre 2011, a augmenté de près de 1,55 M \$, comparativement aux 4,75 M \$ enregistrés au 30 juin 2011. Cette augmentation est principalement due à la baisse générale du fonds de roulement, à l'utilisation de certificats de dépôt garantis visant à garantir le nouveau bail du siège social et au nouvel investissement dans la coentreprise indienne de la Société.

Les capitaux propres s'élevaient à 21,1 M \$ au 31 décembre 2011, contre 21,5 M \$ au 30 juin 2011. Au 31 décembre 2011, le ratio d'endettement net était de 0,30, contre 0,22 au 30 juin 2011, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 31 décembre 2011	Période terminée le 30 juin 2011
Fonds de roulement	4 843 429 \$	6 192 049 \$
Ratio d'endettement à court terme	1,58	1,76
Dette nette ¹	6 284 031 \$	4 749 073 \$
Capitaux propres	21 056 762 \$	21 534 615 \$
Ratio d'endettement net	0,309	0,22

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents, mais exclut les contreparties conditionnelles.

Au 31 décembre 2011, les débiteurs s'élevaient à 6,1 M \$, contre 7,8 M \$ au 30 juin 2011. Cette diminution de 1,7 M \$ peut être attribuée au plus faible niveau de revenus reconnus durant le deuxième trimestre de l'exercice 2012, associé à une meilleure gestion des créances échues pour lesquelles les suivis sont réalisés à un stade plus précoce, ce qui améliore les délais de paiement. Une partie des comptes débiteurs de la Société sont garantis par Exportation et Développement Canada.

Les stocks ont augmenté de 0,7 M \$, passant à 2,9 M \$ au 31 décembre 2011 contre 2,2 M \$ au 30 juin 2011. Cette augmentation s'explique par deux facteurs : 1) l'augmentation des commandes et réceptions de matières premières pour les projets en cours, qui entreront dans les phases de fabrication et d'assemblage au cours des prochains trimestres; et 2) l'augmentation des produits finis fabriqués au cours de l'été en préparation du début de la saison acéricole et des produits chimiques fabriqués en préparation d'une importante commande pour une expédition à l'étranger début janvier 2012.

Les coûts engagés sur excédent de facturation ont augmenté de 0,1 M \$, passant de 2,3 M \$ au 30 juin 2011 à 2,4 M \$ au 31 décembre 2011. L'excédent de facturation sur coûts engagés a baissé de 0,4 M \$, passant de 1,3 M \$ au 30 juin 2011 à 0,9 M \$ au 31 décembre 2011. Cette diminution s'explique par la livraison d'un important projet complété au début du premier trimestre de l'exercice 2012 et par le fait que des projets obtenus au dernier trimestre de l'exercice précédent en sont encore aux stades précoces de conception et d'ingénierie, mais n'ont pas encore atteint les phases de fabrication et d'assemblage, génératrices de revenus élevés.

Les créiteurs et charges à payer ont baissé de 0,7 M \$, passant de 4,2 M \$ au 30 juin 2011 à 3,5 M \$ au 31 décembre 2011. Cette diminution s'explique en grande partie par le stade d'avancement précoce des projets de la Société pour lesquels des composantes clés seront achetées plus tard au cours de l'exercice 2012.

Les contreparties conditionnelles ont atteint 1,8 M \$ au 31 décembre 2011, contre 2,2 M \$ au 30 juin 2011. Cette baisse est due aux paiements d'une valeur de 0,5 M \$ effectués au cours de la première moitié de l'exercice 2012 et à la désactualisation. Sur les 1,8 M \$ de contreparties conditionnelles, un montant de 0,4 M \$ doit être payé au cours des 12 prochains mois, le solde (1,4 M \$) sur une période s'étirant jusqu'en 2018.

SITUATION FINANCIÈRE

Avant la variation des éléments du fonds de roulement liés à l'exploitation, 400 315 \$ de fonds ont été affectés aux activités d'exploitation pour la période terminée le 31 décembre 2011, contre 66 185 \$ de fonds affectés à ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 31 décembre 2010, ce qui marque un changement majeur causé principalement par la plus faible marge bénéficiaire brute. En vertu des IFRS, la direction a décidé de présenter les intérêts payés dans le cadre des activités de financement, et non dans des activités d'exploitation comme c'était le cas selon les PCGR précédents.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012, les activités d'investissement ont nécessité des liquidités nettes de 431 222 \$, attribuables en grande partie au prêt accordé par la Société à sa coentreprise indienne pour l'aider à exécuter son carnet de commandes, et à l'acquisition de certificats de dépôt garantis visant à garantir le nouveau bail du siège social. Par ailleurs, la Société a effectué des versements liés à des contreparties conditionnelles dans le cadre d'acquisitions antérieures qui se sont élevés à 74 430 \$.

Les activités de financement ont généré des liquidités nettes de 1 312 594 \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012, contre 945 003 \$ de fonds générés durant la période correspondante terminée le 31 décembre 2010. Cette augmentation des fonds générés par les activités de financement est principalement due à l'utilisation de l'emprunt bancaire, qui a induit une augmentation nette s'élevant à 1 489 4774 \$. L'utilisation d'un moratoire de six mois sur le remboursement en capital des dettes à long terme a également eu un impact positif sur les activités de financement. Du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, la Société aura recours à un second moratoire de six mois sur le remboursement en capital des dettes à long terme qui lui permettra d'exécuter son carnet de commandes record. En vertu des IFRS, la direction a décidé de présenter les intérêts payés dans le cadre des activités de financement, et non des activités d'exploitation comme c'était le cas selon les PCGR précédents.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non vérifiée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	31 décembre 2011	30 septembre 2011	30 juin 2011	31 mars 2011	
Revenus	7 056 495	7 069 768	7 826 146	7 126 952	29 079 361
BAlIA	(707 814)	239 387	(107 679)	369 211	(206 895)
Perte nette	(1 214 510)	(88 216)	(72 989)	(123 355)	(1 499 070)
BPA de base et dilué	(0,020)	(0,001)	(0,001)	(0,02)	(0,025)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze mois précédents
	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 juin 2010 ⁽¹⁾	31 mars 2010 ⁽¹⁾	
Revenus	6 354 087	6 325 081	5 921 355	6 312 349	24 912 872
BAlIA	(23 624)	(87 863)	(785 178)	(980 271)	(1 876 936)
Perte nette	(523 693)	(629 610)	(6 220 440)	(1 558 567)	(8 932 310)
BPA de base et dilué	(0,009)	(0,010)	(0,113)	(0,028)	(0,160)

(1) Les données présentées pour 2010 n'ont pas été ajustées pour refléter les nouvelles normes IFRS. Seules les données 2011 ont été ajustées.

GESTION DU CAPITAL

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable. Aux fins de la gestion du capital, la définition du capital inclut les capitaux propres et la dette à long terme diminués de l'encaisse et des placements détenus à des fins de transaction et jusqu'à échéance. La Société surveille le capital au moyen de son utilisation de trésorerie mensuelle et ses obligations liées à ses passifs financiers.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société a établi ses états financiers consolidés intermédiaires conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les états financiers consolidés de la Société au et pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 seront les premiers états financiers annuels établis conformément aux IFRS; la Société explique ces choix par rapport à IFRS 1 « Première adoption des IFRS » à la note 17 de ses états financiers.

La Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables à son bilan consolidé d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 17 des états financiers pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2011 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur le bilan consolidé, le résultat consolidé, la perte étendue consolidée et le flux de trésorerie consolidé déjà publiés par la Société, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2011. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2012, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

La description complète des conventions et estimations comptables est présentée dans la section correspondante des états financiers de la Société pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011.

Les estimations, les hypothèses et les jugements sont examinés régulièrement par la Société et sont fondés sur des expériences passées et sur d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont censées être raisonnables dans les circonstances.

La Société fait des estimations, élabore des hypothèses et émet des jugements concernant l'avenir. Les estimations, les hypothèses et les jugements qui risquent d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours du prochain exercice sont abordés ci-dessous. Il est possible que les résultats actuels diffèrent de ses estimations.

Constatation des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la date de clôture. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement aux étapes, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

Dépréciation d'écart d'acquisition et autres actifs à long terme

À chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe une indication que les écarts d'acquisition et les autres actifs à long terme ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, des estimations de flux de trésorerie futurs sont déduits. L'utilisation des différentes hypothèses pourrait résulter dans différentes justes valeurs, et donc différentes valeurs comptables pour les écarts d'acquisition et les autres actifs à long terme.

Impôts sur les bénéfices et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur les bénéfices, la Société doit déterminer si les actifs d'impôt différé peuvent être recouverts en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôt différé dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôt différé à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Durée de vie utiles des actifs amortissables

La direction examine les durées de vie utiles des actifs amortissables à chaque date de clôture. Au 31 décembre 2011, la direction évalue que les durées de vie utiles représentent la période estimée d'utilisation des actifs de la Société. Les résultats réels pourraient toutefois varier en raison de l'obsolescence technique ou de changements sur le marché, notamment pour l'équipement informatique, les relations clients, les marques de commerce, les brevets et les logiciels.

Contreparties conditionnelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties conditionnelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises. Toutefois, les contreparties conditionnelles réelles pourraient varier en raison de changements imprévus dans les activités des entités acquises.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 décembre 2011, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 31 décembre 2011, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,3 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates jusqu'en 2013. De ces lettres de crédit, un montant de 1,1 M \$ est garanti par des certificats de dépôt. Le solde restant, d'un montant de 0,2 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et la directrice des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la directrice des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la

direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la directrice des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre, il n'y a eu aucune modification des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Deuxième trimestre se terminant le
31 décembre 2011

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés inclus au présent rapport n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de H₂O Innovation inc.

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site Internet : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (en dollars canadiens)
 (non audités)

	31 décembre 2011	30 juin 2011
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents	238 149	440 356
Certificats de placement garanti	1 397 562	1 412 963
Débiteurs (note 4)	6 107 514	7 828 476
Stocks (note 5)	2 897 536	2 230 656
Coûts engagés sur excédent de facturation	2 406 343	2 264 941
Frais payés d'avance	119 647	198 504
	13 166 751	14 375 896
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	2 082 553	2 065 814
Actifs incorporels	5 969 991	6 124 548
Participation dans une coentreprise	-	88 041
Autres actifs	43 097	41 942
Goodwill (note 6)	10 735 744	10 179 427
Actifs d'impôts différés	1 893 117	1 627 665
	33 891 253	34 503 333
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	287 356	291 520
Emprunts bancaires	2 609 477	1 353 625
Créditeurs et charges à payer (note 7)	3 477 308	4 181 901
Provisions (note 8)	20 255	32 300
Excédent de facturation sur coûts engagés	943 536	1 310 866
Impôts sur les bénéfices à payer	-	7 649
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 10)	572 235	319 108
Contreparties conditionnelles (note 9)	413 155	686 878
	8 323 322	8 183 847
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 10)	3 053 112	3 225 176
Contreparties conditionnelles (note 9)	1 392 732	1 521 794
Participation nette dans une coentreprise	19 351	-
Loyers différés	45 974	37 901
	12 834 491	12 968 718
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	45 852 436	45 852 436
Réserve pour les options d'achat d'actions (note 12)	1 823 867	1 734 952
Réserve pour les bons de souscription	10 142 512	10 143 677
Déficit	(35 576 498)	(34 273 772)
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 185 555)	(1 922 678)
	21 056 762	21 534 615
	33 891 253	34 503 333

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré



Président et chef de la direction

Philippe Gervais



Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2011 et 2010
(en dollars canadiens, sauf les données relatives aux actions)
(non audités)

	ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H ₂ O INNOVATION INC.							
	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social	Composante capitaux propres de la débenture convertible	Réserves Options d'achat d'actions (note 12)	Bons de souscription	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2010	60 120 832	45 844 856	301 023	1 451 585	10 001 890	(33 240 287)	-	24 359 067
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	-	110 672	-	-	-	110 672
Juste valeur des options d'achat actions exercées	25 000	13 000	-	(5 000)	-	-	-	8 000
Frais d'émission d'actions dans le cadre d'un financement privé	-	(5 420)	-	-	-	-	-	(5 420)
Perte nette pour la période	-	-	-	-	-	(1 153 303)	-	(1 153 303)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	(1 409 473)	(1 409 473)
Solde au 31 décembre 2010	60 145 832	45 852 436	301 023	1 577 257	10 001 890	(34 393 590)	(1 409 473)	21 909 543
Solde au 1^{er} juillet 2011	60 145 832	45 852 436	-	1 734 952	10 143 677	(34 273 772)	(1 922 678)	21 534 615
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	-	88 915	-	-	-	88 915
Frais d'émission de bons de souscription dans le cadre d'un financement	-	-	-	-	(1 165)	-	-	(1 165)
Perte nette pour la période	-	-	-	-	-	(1 302 726)	-	(1 302 726)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	737 123	737 123
Solde au 31 décembre 2011	60 145 832	45 852 436	-	1 823 867	10 142 512	(35 576 498)	(1 185 555)	21 056 762

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA PERTE

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens, sauf les données relatives aux actions)

(non audités)

	Trois mois terminés les 31 décembre		Six mois terminés les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 15)	7 056 495	6 354 087	14 126 263	12 679 168
Coût des marchandises vendues	5 463 624	4 360 331	10 788 705	8 800 544
Bénéfice brut	1 592 871	1 993 756	3 337 558	3 878 624
Charges d'exploitation	181 538	315 340	286 644	615 627
Frais de vente	954 006	866 130	1 818 673	1 791 316
Frais administratifs	919 647	822 033	1 774 739	1 545 879
Amortissement des immobilisations corporelles	69 333	77 678	146 336	149 909
Amortissement des actifs incorporels	242 659	237 421	476 283	483 818
Autres (gains) pertes – nets	(18 032)	(14 207)	(369 240)	(23 346)
	2 349 151	2 304 395	4 133 435	4 563 204
Perte d'exploitation	(756 280)	(310 639)	(795 877)	(684 580)
Produits financiers	(6 807)	(3 370)	(11 378)	(9 242)
Charges financières	201 511	188 340	400 246	417 331
Charges financières – nettes	194 704	184 970	388 868	408 089
Quote-part des pertes d'une coentreprise	263 526	28 084	295 169	60 634
	458 230	213 054	684 037	468 723
Perte avant impôts sur les bénéfices	(1 214 510)	(523 693)	(1 479 914)	(1 153 303)
Économie d'impôts différés	-	-	(177 188)	
Perte nette pour la période	(1 214 510)	(523 693)	(1 302 726)	(1 153 303)
Perte nette par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période				
Perte nette de base par action	(0,020)	(0,009)	(0,022)	(0,019)
Perte nette diluée par action	(0,020)	(0,009)	(0,022)	(0,019)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 13)	60 145 832	60 132 245	60 145 832	60 126 539

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

H₂O INNOVATION INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2011 et 2010
(en dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les 31		Six mois terminés les 31	
	décembre		décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour la période	(1 214 510)	(523 693)	(1 302 726)	(1 153 303)
Autres éléments du résultat global				
Écart de conversion	(446 825)	(682 695)	737 123	(1 409 473)
Résultat global pour la période	(1 661 335)	(1 206 388)	(565 603)	(2 562 776)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2011 et 2010
(en dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les 31 décembre		Six mois terminés les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Perte nette pour la période	(1 214 510)	(523 693)	(1 302 726)	(1 153 303)
Éléments hors caisse				
Charges financières – nettes	194 704	184 970	388 868	408 089
Amortissement des immobilisations corporelles	69 333	77 678	146 336	149 909
Amortissement des actifs incorporels	242 659	237 421	476 283	483 818
Loyers différés	4 591	(3 222)	5 913	(6 528)
Charges de rémunération à base d'actions	36 327	84 908	88 915	110 672
Quote-part des pertes d'une coentreprise	266 581	30 584	307 414	68 634
Économie d'impôts différés	-	-	(177 188)	-
	(400 315)	88 646	(66 185)	61 291
Variation des éléments du fonds de roulement (note 14 a))	(1 014 495)	40 006	(264 687)	(2 492 357)
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation	(1 414 810)	128 652	(330 872)	(2 431 066)
Intérêts reçus	6 807	3 370	11 378	9 242
Impôts sur les bénéfices payés	-	-	(5 976)	-
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités d'exploitation	(1 408 003)	132 022	(325 470)	(2 421 824)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Disposition de certificats de placement garanti	38	-	115 402	39 298
Acquisition de certificats de placement garanti	(100 000)	(147 110)	(100 000)	(147 110)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(56 391)	(53 067)	(154 521)	(178 798)
Investissement dans une coentreprise	(200 022)	-	(200 022)	-
Acquisition d'actifs incorporels	(417)	(2 374)	(7 235)	(9 746)
Contreparties conditionnelles payées	(74 430)	(452 366)	(515 745)	(838 241)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(431 222)	(654 917)	(862 121)	(1 134 597)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	1 489 477	130 430	1 255 853	1 675 751
Remboursement de la dette à long terme	(3 591)	(170 818)	(6 946)	(341 081)
Dette à long terme contractée	-	-	-	124 692
Intérêts payés	(173 292)	(149 314)	(302 739)	(314 175)
Émission d'actions	-	8 000	-	8 000
Frais d'émission de bons de souscription	-	-	(1 165)	-
Frais d'émission d'actions	-	-	-	(5 420)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités de financement	1 312 594	(181 702)	945 003	1 147 767
Variation nette de la trésorerie et équivalents	(526 631)	(704 597)	(242 588)	(2 408 654)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents	28 395	1 269	44 545	(21 860)
Diminution de la trésorerie et équivalents	(498 236)	(703 328)	(198 043)	(2 408 654)
Trésorerie et équivalents – Début de période (note 14 b))	449 029	858 862	148 836	2 586 047
Trésorerie et équivalents – Fin de période (note 14 b))	(49 207)	155 533	(49 207)	155 533

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)
(en dollars canadiens)

1. Constitution et nature des activités

H₂O Innovation Inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société s'est donnée pour mission de concevoir, développer et mettre sur le marché des solutions novatrices pour la production d'eau potable et le traitement des eaux usées, par la mise au point de systèmes de filtration membranaire et de procédés de traitements biologiques alternatifs qui respectent l'environnement. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le 15 décembre 2011, le siège social de la Société a été déménagé au 330, rue Saint-Vallier Est, suite 340, Québec (Québec), Canada. Le siège social de la Société était auparavant situé au 420 boul. Charest Est, suite 240, Québec (Québec), Canada.

Le 13 février 2012, le conseil d'administration de la Société a révisé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

2. Résumé des principales conventions comptables

Base d'établissement

La Société établit ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada tels qu'établis dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été révisé de manière à intégrer les Normes internationales d'information financière (« IFRS »); il exige désormais des entités ayant une obligation publique de rendre des comptes d'appliquer ces normes pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information sur cette base dans ses états financiers consolidés intermédiaires de 2012. Dans les présents états financiers, les « PCGR du Canada » s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, incluant IAS 34 et IFRS 1. À l'exception de certains choix liés à la transition et présentés à la note 17, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans ses états de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 17 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2010.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 13 février 2012, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé ces états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliqués dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société établis conformément aux PCGR du Canada au 30 juin 2011 et au 30 juin 2010 et pour les exercices terminés les 30 juin 2011 et 2010. La note 17 présente l'information liée aux IFRS pour l'exercice terminé le 30 juin 2011 qui est significative pour la compréhension des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intègrent les comptes de la Société et de ses filiales détenues à 100 %, à savoir H₂O Innovation USA, Inc., H₂O Innovation USA Holding, Inc. et Professional Water Technologies, LLP.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Participation dans une coentreprise

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'une activité économique sous contrôle conjoint, c'est-à-dire que les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant aux activités de la coentreprise exigent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les coentreprises impliquant la création d'une entité distincte dans laquelle chaque coentrepreneur détient une participation sont désignées comme des entités contrôlées conjointement. En vertu de la méthode de mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont constatées dans les états consolidés de la situation financière au coût et ensuite ajusté pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de la Société dans l'actif net de la coentreprise, déduction faite de toute dépréciation dans la valeur des investissements individuels. Les pertes d'une coentreprise excédant la participation de la Société dans cette coentreprise (qui inclut tout intérêt à long terme qui, en substance, fait partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise) ne sont comptabilisées que dans la mesure où la Société a encouru des obligations légales ou implicites ou effectué des paiements pour le compte de la coentreprise.

Lorsque la Société transige avec la coentreprise, les pertes et profits sont éliminés à hauteur de la participation de la Société dans la coentreprise.

Filiales

Les filiales sont les entités juridiques dont la Société peut diriger la politique financière et opérationnelle, supposant généralement une possession de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'impact des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles sont pris en considération quand la Société détermine si elle contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert de contrôle à la Société et ne sont plus consolidées à compter de la date où ce contrôle cesse.

Les opérations intersociétés, les soldes et les gains non matérialisés sur les transactions entre sociétés d'un groupe sont éliminés. Les pertes non matérialisées sont également éliminées. Le cas échéant, les politiques comptables des filiales ont été modifiées pour s'harmoniser à celles adoptées par la Société.

Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées à l'aide de la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée dans un regroupement d'entreprises est mesurée à sa juste valeur, qui est évaluée comme la somme des justes valeurs des actifs transférés par la Société, des passifs engagés par la Société aux précédents propriétaires de l'entreprise acquise et des participations émises par la Société en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les charges liées à l'acquisition sont généralement portées aux résultats au moment où elles sont engagées.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, avec les exceptions suivantes :

- Les actifs ou passifs d'impôts différés et les passifs ou actifs liés au régime d'avantages sociaux sont comptabilisés et évalués conformément à *IAS 12 Impôts sur les bénéfices* et *IAS 19 Avantages du personnel* respectivement;
- Les actifs (ou groupes destinés à être cédés) classés en tant que détenus en vue de la vente conformément à *IFRS 5 Actifs à long terme détenus en vue de la vente et activités abandonnées* sont évalués conformément à cette norme.

Le goodwill est déterminé comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés. Si, suite à la réévaluation, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans les résultats en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Les participations qui ne donnent pas le contrôle, qui sont des titres de propriété actuels et qui donnent droit à leur titulaire à une part proportionnelle des actifs nets de l'entité en cas de liquidation peuvent être évaluées soit à leur juste valeur soit à leur quote-part du montant comptabilisé des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Le choix de la méthode d'évaluation s'effectue au cas par cas selon la transaction. Les autres types de participations qui ne donnent pas le contrôle sont évalués à leur juste valeur ou, le cas échéant, selon la méthode spécifiée dans une autre IFRS.

Si la contrepartie transférée par la Société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises inclut des actifs ou passifs résultant d'une entente de contrepartie conditionnelle, la contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition et incluse dans la contrepartie transférée lors d'un regroupement d'entreprises. Les variations dans la juste valeur de la contrepartie conditionnelle pouvant être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation sont reflétées de façon rétrospective, les variations correspondantes étant portées en contrepartie du goodwill. Les ajustements de la période d'évaluation sont des ajustements qui résultent d'informations complémentaires obtenues durant la « période d'évaluation » (qui ne peut excéder un an à compter de la date d'acquisition) relativement à des faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

La comptabilisation ultérieure des variations de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle qui ne peuvent être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation dépend de la façon dont la contrepartie conditionnelle est classée. Les contreparties conditionnelles classées en capitaux propres ne sont pas soumises à réévaluation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure et leur règlement ultérieur est comptabilisé dans les capitaux propres. Toute contrepartie conditionnelle classée dans les actifs ou passifs est soumise à une réévaluation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure conformément à *IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, ou *IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, tel qu'approprié, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les résultats.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises s'effectue par étapes, la participation précédemment détenue par la Société dans l'entreprise acquise est soumise à une réévaluation à sa juste valeur à la date d'acquisition (soit à la date à laquelle la Société obtient le contrôle); le gain ou la perte qui en résulte, le cas échéant, est comptabilisé aux résultats. Les montants résultant des participations dans l'entreprise acquise préalablement à la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans d'autres résultats globaux sont reclassés en pertes ou profits, selon ce qui serait le plus approprié comme traitement si ces participations devaient être cédées.

Si la comptabilisation initiale liée à un regroupement d'entreprise est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement est survenu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés durant la période d'évaluation (voir ci-dessus), ou bien des actifs ou passifs complémentaires sont comptabilisés afin de refléter les nouvelles informations obtenues relativement aux faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, si identifiées, auraient affecté les montants comptabilisés à cette date.

Monnaie de présentation et filiales étrangères

La monnaie de présentation de la Société est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de l'entité canadienne est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de la filiale étrangère située aux États-Unis d'Amérique est le dollar US. La monnaie fonctionnelle de la coentreprise est la roupie indienne.

Conversion des devises

Les actifs et de passif monétaires de l'entité canadienne libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres actifs et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période, à l'exception des produits et charges liés aux éléments non-monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. Les gains ou pertes de change sont inclus aux résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite (en dollars canadiens)

Les actifs et de passif des filiales étrangères et de la coentreprise sont convertis en dollar canadien aux taux de change en vigueur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyen pour la période, à moins que les taux de change fluctuent de manière significative durant cette période, auquel cas les taux de change en vigueur aux dates d'opération seront utilisés. Les éventuels écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés en capitaux propres au poste « Autres éléments du résultat global ».

Les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une opération étrangère sont considérés comme des actifs et de passif de l'opération étrangère et sont convertis au taux de clôture.

Actifs et passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, tel que décrit ci-après :

Classement

Trésorerie et équivalents	Prêts et créances
Certificats de placement garanti	Prêts et créances
Débiteurs excluant les crédits d'impôts à recevoir	Prêts et créances
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers
Dette à long terme	Autres passifs financiers
Débeture convertible	Autres passifs financiers

Mesure

Les instruments financiers sont mesurés initialement à leur juste valeur. Par la suite, les prêts et créances et autres passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont comptabilisés en déduction du coût des actifs et passifs financiers.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie inclut l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides pouvant être convertis en un montant d'encaisse connu et dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif pour les matières premières et selon la méthode du prix de revient complet pour les produits finis. La méthode du prix de revient complet utilisée par la Société inclut le coût des matières premières, les coûts liés à la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication.

Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur subséquentes. Le coût comprend les dépenses attribuables à l'acquisition des biens. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire qui attribue le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle sur sa durée de vie utile estimée; pour les bâtiments, le calcul de l'amortissement par composante est également utilisé pour les composantes ayant des durées de vie utiles différentes. Voici les durées correspondantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Bâtiments	25-40 ans
Machinerie et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Mobiliers, agencements et matériel de bureau	10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail

Les durées de vie utiles, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées à chaque fin d'exercice, les ajustements résultant d'une modification des estimations étant comptabilisés prospectivement.

Le gain ou la perte résultant de la cession ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle représente l'écart entre le prix de vente et la valeur comptable de l'actif, écart qui est inscrit à l'état des résultats (pertes).

Actifs incorporels

Les actifs incorporels acquis sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur subséquentes. Ils sont amortis sur leurs durées de vie utiles estimées. Les charges d'amortissement sont portées aux résultats au poste « Amortissement des actifs incorporels ».

La Société utilise les méthodes d'amortissement suivantes :

Actifs incorporels acquis séparément

Les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de sept (7) ans.

Actifs incorporels acquis lors d'un regroupement d'entreprises

Les droits sur technologies et les technologies sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de sept (7) et quinze (15) ans, respectivement.

Les brevets, les marques de commerce et la propriété intellectuelle sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de quinze (15), dix-huit (18) et vingt (20) ans, respectivement.

Les relations clients sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de cinq (5) à quinze (15) ans.

Le réseau de distribution est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq (5) ans.

Goodwill

Le goodwill généré lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (date d'acquisition). Le goodwill est déterminé comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés.

Si la participation de la Société dans la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats (pertes) en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Le goodwill n'est pas amorti et est soumis au test de dépréciation au moins une fois par an. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société ou à un groupe d'unités génératrices de trésorerie présumés bénéficier des synergies du regroupement. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles du goodwill a été affecté sont soumises à des tests de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment s'il existe une indication qu'une unité soit susceptible d'avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est affectée en premier lieu pour réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans une période ultérieure.

La Société a choisi d'effectuer son test de dépréciation annuel au cours du troisième trimestre de chaque exercice.

En cas de cession d'une filiale, le goodwill correspondant est inclus dans le calcul du profit ou de la perte lié à la transaction.

Autres actifs

Les autres actifs sont composés principalement de dépôts de garantie et sont comptabilisés au coût.

Dépréciation des actifs à long terme excluant le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société examine la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et de ses actifs incorporels pour déterminer s'il existe une indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'étendue de la perte de valeur (le cas échéant). Pour les besoins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas auquel ils peuvent générer des flux de trésorerie isolables (unités génératrices de trésorerie). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si une base raisonnable et cohérente d'allocation peut être identifiée, les actifs communs sont alloués aux différentes unités génératrices de trésorerie. Dans le cas contraire, ils sont attribués au plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie pour lequel une base de répartition raisonnable et cohérente peut être identifiée.

Les actifs incorporels ayant une durée de vie utile indéfinie et les actifs incorporels non encore disponibles sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an, et dès qu'il existe une indication que l'actif a subi une perte de valeur.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisés à leur valeur actuelle à l'aide du taux d'actualisation avant effet d'impôt qui reflète les conditions en vigueur sur le marché en termes de valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustés.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée être inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats (pertes).

Lorsque une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée pour atteindre l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, sans toutefois être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (ou l'unité génératrice de trésorerie) au cours des années précédentes. Une reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats (pertes).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours et des rabais estimés, ou autres allocations similaires.

Ventes de produits consommables

Les revenus provenant de la vente de produits consommables sont comptabilisés lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des conditions suivantes :

- la Société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Contrats de fabrication

Les contrats de fabrication sont soumis à l'application d'*IAS 11 Contrats de construction*. Si le résultat d'un contrat de fabrication peut être estimé de façon fiable, les revenus et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité contractuelle à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, lequel degré d'avancement est calculé en fonction des étapes atteintes du contrat (telles que notamment l'approbation des dessins, l'acceptation des schémas de tuyauterie et d'instrumentation, l'assemblage, l'inspection, le démarrage et l'acceptation de l'équipement) qui représentent le rapport entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat. Les modifications dans l'étendue des travaux compris au contrat et les réclamations sont incluses dans la mesure où le montant peut être calculé de façon fiable et que leur encaissement est considéré comme probable.

Si le résultat d'un contrat de fabrication ne peut être estimé de façon fiable, les revenus du contrat sont comptabilisés jusqu'à concurrence des coûts engagés pour le contrat s'il est probable qu'ils seront recouvrables. Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges pour la période pendant laquelle ils sont engagés.

S'il est probable que les coûts totaux du contrat excéderont les revenus totaux du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

Revenus d'intérêt

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société et que le montant des revenus peut être calculé de façon fiable selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Capital social

Le capital social autorisé par la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires (soit des actions votantes et participantes), sans valeur nominale, et d'un nombre illimité d'actions privilégiées de premier et deuxième rangs, pouvant être émises en séries, comportant des droits et privilèges spécifiques à chaque catégorie.

Les actions ordinaires sont classées à titre de capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options d'achat d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, déduction faite de toute incidence fiscale.

Charges de rémunération à base d'actions

La Société a adopté un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants fournissant des services à la Société et comptabilise ces attributions conformément à *IFRS 2 Paiement fondé sur des actions*. Les options d'achat d'actions attribuées aux administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants sont calculées à leur juste valeur (excluant l'effet des conditions d'acquisition autres que les conditions du marché) à la date d'attribution. Les détails relatifs à la comptabilisation de la juste valeur des transactions fondées sur des actions sont disponibles à la note 17.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

La juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes, et est portée aux résultats consolidés en charges de rémunération à l'aide d'un programme d'acquisition graduelle sur la durée d'acquisition, en tenant compte de l'estimation par la Société du nombre d'actions qui seront finalement acquises. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue. L'impact de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est porté aux résultats de manière à ce que le cumul des charges de rémunération reflète l'estimation révisée, avec une contrepartie directe en « Réserve pour les options d'achat d'actions ».

Toute contrepartie reçue par la Société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions – et la composante « Réserve pour les options d'achat d'actions » découlant de la rémunération à base d'actions est versée au capital-actions lors de l'émission des actions.

Bons de souscription

La Société applique la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes et est constatée au poste « Capital-actions » ou « Dette à long terme » selon la source de financement, avec une contrepartie à la « Réserve pour les bons de souscription ». Lorsque les bons de souscription sont exercés, la composante « Réserve pour les bons de souscription » et les produits reçus par la Société sont crédités au capital-actions.

Frais de recherche et développement et crédits d'impôt pour une société établie dans le Carrefour de la Nouvelle Économie (« CNE ») et relatifs à la recherche et au développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Cependant, les frais de développement sont reportés lorsqu'ils respectent les critères généralement reconnus pour leur report dans la mesure où leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Les crédits d'impôt pour une société établie au CNE et relatifs à la recherche et au développement sont comptabilisés au cours de l'exercice où les frais sont engagés, dans la mesure où la Société a l'assurance raisonnable de recevoir ces crédits. Ces crédits d'impôt sont présentés en contrepartie des frais de recherche et développement.

Ces crédits d'impôt doivent être examinés par les autorités fiscales. Il est donc possible que les montants accordés diffèrent des montants comptabilisés.

La Société a droit aux crédits d'impôts à la recherche scientifique et au développement expérimental (« RS&DE ») accordés par le gouvernement fédéral canadien (« Fédéral ») et par le gouvernement de la Province du Québec (« Provincial »). Les crédits d'impôts à la RS&DE du Fédéral sont appliqués aux dépenses de RS&DE canadiennes admissibles au taux de 20 % et peuvent être uniquement utilisés en réduction des impôts sur les bénéfices du Fédéral autrement payables. Les crédits d'impôts remboursables à la RS&DE du Provincial sont généralement appliqués aux salaires, à la sous-traitance et aux dépenses de contrats universitaires de RS&DE admissibles, engagés dans la Province du Québec, au taux de 17,5 % sur les montants de base admissibles.

Les crédits d'impôts et autres subventions sont comptabilisés à l'aide de la méthode de réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôts et subventions sont inscrits en réduction des frais afférents ou des dépenses en capital dans la période au cours de laquelle les dépenses sont engagées, à condition que la Société ait l'assurance raisonnable de récupérer ces crédits ou subventions.

Impôts

La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt est constaté aux résultats en charges ou produits, sauf s'il concerne des éléments inclus dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est constaté dans les capitaux propres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Impôt exigible

L'impôt exigible est calculé sur la base des résultats de la période ajustés pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles. L'impôt exigible est calculé sur la base des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon l'approche de la méthode de différence temporelle et représente l'impôt qui devra vraisemblablement être payable ou recouvrable sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs dans l'état de la situation financière et les valeurs fiscales correspondantes selon la manière dont la valeur comptable des actifs et passifs doit être réalisée ou réglée, à l'aide des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Les passifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles taxables. Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour des différences temporelles taxables résultant de participations dans des filiales ou coentreprises, sauf quand la reprise de la différence temporelle peut être contrôlée et lorsqu'il est probable que la différence ne sera pas reprise dans un futur prévisible.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles sur lesquels il sera possible d'imputer les différences temporelles déductibles. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est révisée à chaque date de bilan et réduite dans la mesure où il n'est plus probable que suffisamment de bénéfices imposables soient disponibles pour permettre de recouvrer tout ou une partie de l'actif.

Les passifs d'impôts différés ne sont pas comptabilisés sur des différences temporelles qui surviennent d'un goodwill qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas reconnus au regard des différences temporelles qui surviennent de la comptabilisation initiale des actifs et passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Information sectorielle

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le processus de reddition des comptes interne fournis au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable d'affecter les ressources et d'évaluer la performance des secteurs d'activités, a été identifié comme étant le chef de la direction, qui prend des décisions stratégiques.

Les revenus sectoriels représentent les ventes par secteur. Il s'agit de la mesure présentée au principal décideur opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources et l'évaluation de la performance sectorielle.

Perte nette par action

La perte nette de base par action ordinaire est calculée en divisant le résultat net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La perte diluée par action est calculée en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les options d'achat actions, les bons de souscription et la débenture convertible visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de l'exercice ou à la date de leur émission, si elle est postérieure. La méthode du rachat d'actions permet de déterminer l'effet de dilution des options d'achat actions et des bons de souscription, et la méthode de la conversion hypothétique est utilisée pour les débentures convertibles.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, s'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Le montant de la provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Lorsqu'une partie ou la totalité des avantages économiques requis pour éteindre une obligation doit être recouvrée d'un tiers, une créance est comptabilisée dans les actifs s'il est pratiquement certain que le remboursement sera reçu et que le montant de la créance peut être calculé de façon fiable.

Garanties

Des provisions pour le coût attendu des obligations de garantie sont comptabilisées à la date de vente des produits correspondants, sur la base de la meilleure estimation par la direction des dépenses requises pour éteindre l'obligation de la Société.

La provision pour les réclamations de garantie correspond à la meilleure estimation de la direction à sa valeur actuelle des avantages économiques futurs qui seront requis pour satisfaire les obligations de la Société en matière de garanties. L'estimation a été faite sur la base des tendances historiques et peut varier en cas de nouveaux matériaux, modifications des procédés de fabrication ou tout autre événement affectant la qualité du produit.

La Société offre à ses clients des garanties de durées variables en fonction de chaque contrat.

3. Estimations comptables, hypothèses et jugements critiques

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la Société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats qui sont par nature incertains et susceptibles d'être modifiés.

Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la Société.

Constatation des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement aux étapes, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Dépréciation du goodwill et des autres actifs à long terme

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue s'il existe une indication que le goodwill et les autres actifs à long terme ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, des estimations de flux de trésorerie futurs sont déduits. L'utilisation des différentes hypothèses pourrait résulter dans différentes justes valeurs, et donc différentes valeurs comptables pour le goodwill et les autres actifs à long terme.

Impôts sur les bénéfices et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur les bénéfices, la Société doit déterminer si les actifs d'impôt différé peuvent être recouvrés en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôt différé dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôt différé à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Durée de vie utiles des actifs amortissables

La direction examine les durées de vie utiles des actifs amortissables à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Au 31 décembre 2011, la direction évalue que les durées de vie utiles représentent la période estimée d'utilisation des actifs de la Société. Les résultats réels pourraient toutefois varier en raison de l'obsolescence technique ou de changements sur le marché, notamment pour l'équipement informatique, les relations clients, les marques de commerce, les brevets et les logiciels.

Contreparties conditionnelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties conditionnelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises. Toutefois, les contreparties conditionnelles réelles pourraient varier en raison de changements imprévus dans les activités des entités acquises.

Rémunération fondée sur des actions et autres paiements fondés sur des actions

La Société a établi un régime d'options sur actions, qui est décrit à la note 2. La Société a recours à la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées. La juste valeur des options sur actions est établie au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes, lequel requiert la formulation de certaines hypothèses, notamment à l'égard de la volatilité future du cours de l'action et de la durée de vie attendue des instruments.

La durée de vie attendue des instruments est estimée en fonction de leur durée de vie contractuelle. La volatilité attendue est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action de la société sur une période équivalente à la durée de vie contractuelle.

Bons de souscription

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes tel que décrit à la note 2.

4. Débiteurs

	Au 31 décembre 2011	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Comptes clients	4 633 678	6 791 625
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	742 164	566 938
Provision pour créances douteuses	(3 720)	(3 720)
	5 372 122	7 354 843
Crédits d'impôt à recevoir	141 192	157 990
Autres créances	594 199	315 643
	6 107 514	7 828 476

5. Stocks

	Au 31 décembre 2011	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Matières premières	1 876 672	1 455 388
Produits finis	1 020 864	775 268
	2 897 536	2 230 656

6. Goodwill

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	11 254 505
Incidence des fluctuations du taux de change	(1 075 078)
Solde au 30 juin 2011	10 179 427
Incidence des fluctuations du taux de change	556 317
Solde au 31 décembre 2011	10 735 744

7. Créiteurs et charges à payer

	Au 31 décembre 2011	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Fournisseurs	1 306 298	2 010 603
Autres créiteurs et autres charges à payer	2 171 009	2 171 298
	3 477 307	4 181 901

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**8. Provisions**

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	30 425
Provisions complémentaires comptabilisées	4 243
Incidence des fluctuations du taux de change	(2 368)
Solde au 30 juin 2011	32 300
Provisions complémentaires comptabilisées	20 029
Moins : Paiements	(32 760)
Incidence des fluctuations du taux de change	686
Solde au 31 décembre 2011	20 255

9. Contreparties conditionnelles

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	3 822 969
Désactualisation	29 857
Paiements	(1 157 423)
Réduction des contreparties conditionnelles par les résultats	(114 129)
Incidence des fluctuations du taux de change	(372 602)
Solde au 30 juin 2011	2 208 672
Désactualisation	15 232
Moins : Paiements	(515 745)
Incidence des fluctuations du taux de change	97 728
	1 805 887
Contreparties conditionnelles non courantes	(413 155)
Solde au 31 décembre 2011	1 392 732

10. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2011	Au 30 juin 2011
	\$	\$
<i>Non garantie – au coût amorti</i>		
Emprunts bancaires, libellés en dollars canadiens	1 373 348	1 338 945
Emprunts auprès d'autres entités, libellés en dollars canadiens	1 833 447	1 810 230
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	315 730	290 930
Emprunts auprès d'autres entités, libellés en dollars US	102 822	104 179
	3 625 347	3 544 284
Tranche non courante de la dette à long terme	(572 235)	(319 108)
Dette à long terme	3 053 112	3 225 176

Au 31 décembre 2011, la Société respecte l'ensemble de ses accords avec les banques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**11. Débenture convertible**

Le 30 juin 2011, la Société a remboursé la débenture convertible en totalité pour un montant de 1 400 000 \$ plus les intérêts courus. Cette transaction a généré un gain de 116 188 \$ qui a été réparti comme suit : 99 415 \$ ont été comptabilisés dans l'état des résultats et 16 773 \$ ont été comptabilisés dans le déficit à la rubrique « Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible ».

12. Capital social**Options d'achat d'actions**

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de six mois terminée le 31 décembre 2011		Exercice terminé le 30 juin 2011	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début de l'exercice	3 945 000	1,06	1 950 000	1,11
Octroyées	-	-	2 035 000	0,50
Exercées	(-)	-	(25 000)	0,32
Échues	(107 000)	1,50	(-)	-
Annulées par renonciation	(618 500)	1,02	(15 000)	0,50
En circulation à la fin de l'exercice	3 309 500	0,74	3 945 000	0,80

13. Perte nette par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(1 302 726)	(1 153 303)	(1 214 510)	(525 326)

Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation

60 145 832	60 132 245	60 145 832	60 126 139
-------------------	------------	-------------------	------------

Éléments exclus du calcul de la perte nette diluée par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	1 885 750	1 822 500
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	10 179 877	9 179 877
Débenture convertible	-	1 435 406

Pour les périodes de trois et de six mois terminées les 31 décembre 2011 et 2010, la perte nette diluée par action était la même que la perte nette de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, la perte nette diluée par action pour ces périodes a été calculée d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

14. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	4 073 655	(1 241 544)	(1 892 371)	(3 372 529)
Stocks	(372 372)	(385 023)	(630 784)	(692 986)
Excédent des coûts engagés sur facturation	(853 160)	157 975	(84 401)	695 979
Frais payés d'avance	34 209	37 328	80 727	78 517
Créditeurs et charges à payer	(3 825 074)	693 839	(1 124 198)	(543 287)
Provisions	(42 933)	28 773	20 029	28 773
Excédent de facturation sur coûts engagés	(112 715)	748 659	(410 484)	1 313 175
Impôts sur les bénéfices à payer	(1 971)	-	(7 947)	-
	(1 014 495)	40 007	(264 687)	(2 492 358)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Début de la période				
Trésorerie et équivalents	646 851	858 862	440 356	2 586 047
Découvert bancaire	(197 822)	-	(291 520)	-
	449 029	858 862	148 836	2 586 047

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Fin de la période				
Trésorerie et équivalents	238 149	155 533	238 149	155 533
Découvert bancaire	(287 356)	-	(287 356)	-
	(49 207)	155 533	(49 207)	155 533

15. Information sectorielle**Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables**

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	\$	\$	\$	\$
	2011	2010	2011	2010
Revenus résultant de la vente de produits consommables	3 010 876	2 768 080	7 314 710	5 507 862
Revenus de contrats de fabrication	4 045 619	3 586 007	6 811 553	7 171 306
	7 056 495	6 354 087	14 126 263	12 679 168

Informations géographiques

Revenus provenant de clients externes	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	\$	\$	\$	\$
	2011	2010	2011	2010
Revenus par secteur géographique				
Canada	2 130 338	1 997 713	3 843 500	3 692 271
États-Unis	3 289 229	3 650 790	7 630 262	7 711 893
Tunisie	1 444 404	-	1 738 037	-
Chine	83 546	-	318 657	254 533
Égypte	-	383 040	161 996	451 726
Autres	108 978	322 544	433 811	568 745
	7 056 495	6 354 087	14 126 263	12 679 168

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 31 décembre 2011	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 806 747	1 864 466
États-Unis	16 981 541	16 505 322
	18 788 288	18 369 788

16. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	156 511	195 408	373 735	387 148
Avantages postérieurs à l'emploi	2 336	2 439	5 844	4 772
Paievements à base d'actions	16 420	31 575	45 469	36 838
	175 267	229 422	425 048	428 758

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

17. Transition aux IFRS

Les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2012 et pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 seront les premiers états financiers annuels préparés conformément aux normes IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis de la façon décrite à la note 1 et reflètent les dispositions d'IFRS 1. En vertu d'IFRS 1, une entité est tenue d'adopter les IFRS dans ses premiers états financiers annuels conformes aux IFRS par une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS. La Société effectuera cette déclaration lors de l'émission de ses états financiers consolidés annuels de 2012.

IFRS 1 est fondée sur le principe que l'adoption des IFRS devrait être appliquée de façon rétrospective. L'application rétrospective requiert la présentation d'informations financières comparatives et, par conséquent, la première date d'application des IFRS par la Société est le 1^{er} juillet 2010 (la « Date de transition »). Toutefois, IFRS 1 offre certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective des IFRS aux entités qui présentent leurs premiers états financiers IFRS. Ces exemptions et exceptions, qui s'appliquent à la Société, sont traitées ci-après.

Exemptions facultatives IFRS

Regroupements d'entreprises

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut décider de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition conformément à IFRS 3 « *Regroupements d'entreprises* » (révisée en 2008) (« IFRS 3 »). Dans le cas d'une application rétrospective, l'entité devrait retraiter tous les regroupements d'entreprises survenus avant sa date de transition aux IFRS et devrait ajuster tout goodwill découlant de ces regroupements d'entreprises d'après la valeur comptable déterminée en vertu des PCGR du Canada.

La Société a choisi d'utiliser cette exemption et n'a pas retraité les regroupements d'entreprises antérieurs. Ainsi, IFRS 3 s'applique seulement aux regroupements d'entreprises survenant après la Date de transition. Il n'y a eu aucun regroupement d'entreprises depuis la Date de transition et, par conséquent, la Société appliquera les dispositions des IFRS aux opérations futures, le cas échéant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Différences de conversion

Dans le cas d'une application rétrospective complète, l'entité devrait déterminer le montant cumulé des différences de conversion en vertu des dispositions d'IAS 21 « *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* », à compter de la date à laquelle une filiale ou une participation comptabilisée à la valeur de consolidation a été acquise. IFRS 1 permet à un nouvel adoptant de remettre à zéro les montants cumulés des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de remettre à zéro le solde cumulé des écarts de change au 1^{er} juillet 2010 et d'ajuster en conséquence le déficit de la Société à la Date de transition.

Juste valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en tant que coût présumé

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut décider d'utiliser la juste valeur à la date de transition en tant que coût présumé pour tout actif relevant du cadre de cette exemption. Toute perte de valeur ultérieure est basée sur le coût présumé et commence à compter de la date à laquelle l'évaluation de la juste valeur a été établie. La Société a décidé d'utiliser le modèle de coût pour chacune de ses catégories d'actifs à l'exception du terrain et du bâtiment pour lesquels la juste valeur à la date de transition a été choisie, ce qui entraîne une diminution de la valeur comptable nette pour refléter la juste valeur, avec un ajustement correspondant au déficit à la date de transition de la Société.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

IFRS 1 fournit des alternatives qui permettent aux nouveaux adoptants d'appliquer IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* » de manière prospective. La Société a décidé d'utiliser l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui sont réglées en instruments de capitaux propres et qui ont été attribuées au plus tard le 7 novembre 2002, ainsi que l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui ont été attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis avant la date de transition.

Exceptions obligatoires aux IFRS

Estimations comptables

Conformément à IFRS 1, les estimations établies selon les IFRS à la date de transition doivent être cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les PCGR antérieurs, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, sauf si des éléments probants objectifs montrent que ces dernières estimations étaient erronées. Ainsi, un nouvel adoptant ne peut utiliser de l'information a posteriori pour établir ou réviser des estimations comptables. Les estimations précédemment établies par la Société en vertu des PCGR du Canada n'ont pas été révisées, sauf lorsqu'il était nécessaire de refléter toute différence entre les méthodes comptables.

Rapprochement des PCGR du Canada avec les IFRS

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant doit rapprocher ses capitaux propres, son résultat global et ses flux de trésorerie pour les périodes précédentes à compter de la date de transition aux IFRS. Les tableaux suivants présentent les rapprochements des capitaux propres aux 31 décembre 2010 et 30 juin 2011 ainsi que le résultat global pour les périodes terminées les 31 décembre 2010 et 30 juin 2011.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

	Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010
Rapprochement des capitaux propres	\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR du Canada	25 112 244	25 824 827
Ajustements IFRS attribuables aux éléments suivants :		
Dépréciation d'actifs incorporels	(1 412 746)	(1 457 137)
Terrain et bâtiment comptabilisés à la juste valeur	(250 404)	(250 404)
Contreparties conditionnelles	(2 032 678)	(2 262 796)
Amortissement des actifs incorporels	110 529	53 465
Amortissement des immobilisations corporelles	7 670	1 588
Capitaux propres selon les IFRS	21 534 615	21 909 543

	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2010	Période de six mois terminée le 31 décembre 2010
Rapprochement du résultat global	\$	\$
Résultat global selon les PCGR du Canada	(1 354 148)	(2 564 951)
Ajustements IFRS attribuables aux éléments suivants :		
Dépréciation d'actifs incorporels	50 398	102 554
Contreparties conditionnelles	77 649	158 007
Intérêts sur contreparties conditionnelles	(8 567)	(17 736)
Amortissement des actifs incorporels	27 684	53 465
Amortissement des immobilisations corporelles	586	1 588
Écarts de change dans les capitaux propres négatifs	-	(295 703)
Résultat global selon les IFRS	(1 206 388)	(2 562 776)

Notes explicatives

En plus des exemptions à IFRS 1 susmentionnées, voici d'autres modifications de conventions comptables qui ont été apportées à la suite des ajustements indiqués dans les rapprochements décrits précédemment.

a) Participation dans une coentreprisePCGR du Canada

La comptabilisation des coentreprises se fait selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

IFRS

La comptabilisation des coentreprises se fait selon la méthode de la mise en équivalence.

Au 1^{er} juillet 2010 et depuis cette date, la Société détient une participation de 49 % dans la coentreprise H₂O Innovation India Limited.

	Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010
	\$	\$
Trésorerie et équivalents	25 071	89 137
Débiteurs	584 039	51 595
Stocks	50 663	24 520
Travaux en cours	67 404	-
Impôts futurs	664	-
Immobilisations corporelles	24 177	6 498
Emprunts bancaires	(225 861)	-
Créditeurs et charges à payer	(427 788)	(156 433)
Impôts sur les bénéfices à payer	(10 328)	-
Participation dans une coentreprise	88 041	15 317

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**b) Terrain et bâtiment comptabilisés à leur juste valeur***IFRS 1 – Juste valeur en tant que coût présumé*

En vertu d'IFRS 1, tout actif relevant des catégories désignées peut être évalué à la date de transition à sa juste valeur, laquelle peut être utilisée en tant que coût présumé de l'actif à cette date.

Une firme spécialisée a réalisé une évaluation indépendante du terrain et du bâtiment de la Société afin de déterminer la juste valeur du terrain et du bâtiment situés à Ham-Nord, Canada. Cette évaluation, réalisée en conformité avec les normes d'évaluation internationales, a été déterminée à l'aide de la méthode comparative applicable aux transactions récentes du marché local sur la base d'actifs similaires. D'après les conclusions de ce rapport, la juste valeur du terrain et du bâtiment à Ham-Nord est telle la suivante :

	<u>1^{er} juillet 2010</u>
	\$
Terrain	25 000
Bâtiments	<u>1 075 000</u>
	<u>1 100 000</u>

En conséquence, la Société a choisi d'utiliser la juste valeur en tant que coût présumé pour son terrain et son bâtiment; des ajustements d'un montant de 250 404 \$ ont été enregistrés en réduction du coût du terrain et du bâtiment, et la contrepartie a été enregistrée au déficit.

c) Dépréciation d'actifs*PCGR du Canada*

En vertu des PCGR du Canada, les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie utile déterminée étaient soumises à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant que leur valeur comptable pouvait ne pas être recouvrable. Une dépréciation était réputée exister lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs était supérieure aux flux monétaires futurs non actualisés que cet actif ou groupe d'actifs était censé procurer. Le montant de toute perte de valeur représentait l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs sur sa juste valeur. Ce montant était établi d'après les flux de trésorerie actualisés liés à l'actif ou au groupe d'actifs ou d'après la valeur d'expertise, selon la nature de l'actif.

IFRS

En vertu des IFRS, s'il existe un indice de perte de valeur, l'entité est tenue, comme c'est le cas pour les PCGR du Canada, de faire une estimation formelle du montant à recouvrer. Toutefois, contrairement aux PCGR du Canada, la valeur comptable d'un actif soumis à un test de dépréciation en vertu des IFRS est comparée à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif soumis à un test de dépréciation est comparée à la valeur d'utilité de cet actif, les flux de trésorerie futurs devant être générés par cet actif sont actualisés, contrairement aux PCGR du Canada.

Une perte de valeur est enregistrée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisées à leur valeur nette actuelle.

Suite au changement dans la méthode d'évaluation, la Société a comptabilisé des dépréciations de 2 606 000 \$ à la date de transition. La Société a ajusté les charges d'amortissement connexes dans ses états consolidés comparatifs trimestriels et annuels du résultat global pour l'exercice terminé le 30 juin 2011.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

d) Contreparties conditionnelles – Comptabilisation initiale

PCGR du Canada

Les contreparties conditionnelles sont constatées à titre de partie du coût d'acquisition lorsque le montant de la contrepartie peut faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'acquisition et qu'il peut être établi hors de tout doute raisonnable que la condition sera réalisée. Aucun passif ni titre de capitaux propres en circulation ne sont constatés jusqu'à ce que la condition soit réalisée et que la contrepartie soit émise ou à émettre.

IFRS

Toute contrepartie conditionnelle liée à une acquisition doit être estimée et comptabilisée comme un passif à la juste valeur à la date d'acquisition.

La Société avait des contreparties conditionnelles dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs qui n'ont pas été comptabilisés selon les PCGR du Canada. La Société a évalué les obligations relatives à ces contreparties conditionnelles à la Date de transition.

De plus, les ajustements subséquents reliés à ces estimations sont comptabilisés aux résultats.

Contreparties conditionnelles – Paiement d'intérêts

Les contreparties conditionnelles comptabilisées selon les IFRS à la date d'acquisition sont généralement payables plus d'un an après cette date. Les ajustements à leur juste valeur liés au passage du temps sont comptabilisés comme dépenses d'intérêts.

e) Ajustement de l'écart de conversion

PCGR du Canada

Au cours de l'exercice 2011, la Société a complété une analyse détaillée qui a identifié des changements notables dans les faits et circonstances économiques. Cette analyse requiert que la méthode de conversion appliquée aux filiales étrangères soit changée. Les conclusions de cette analyse dictent qu'il est nécessaire de changer la méthode de conversion appliquée aux établissements étrangers. Ces faits et circonstances notables incluent un programme de réduction des coûts, la fusion de bureaux et une réorganisation de la structure juridique et opérationnelle de la Société, qui apportent un degré important d'autonomie aux établissements étrangers de la Société. Les établissements étrangers ont donc été reclassés, passant d'intégrés à autonomes.

Les états financiers des filiales étrangères et de la coentreprise de la Société, considérées comme des entités autonomes, sont maintenant convertis à l'aide de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au cours du change prévalant à la date du bilan, alors que les éléments des comptes compris dans les résultats sont convertis en dollars canadiens au cours moyen du change en vigueur durant la période. Les ajustements de conversion résultant des fluctuations du taux de change figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat global » dans la section relative aux capitaux propres. Cette modification est appliquée de manière prospective à compter du 1^{er} juillet 2010.

IFRS

Selon les IFRS, le cadre conceptuel servant à déterminer la monnaie fonctionnelle est similaire à celui utilisé pour établir la monnaie de mesure sous les PCGR du Canada; cependant, en vertu de l'IAS 21, « Effets des variations des cours des devises », les indicateurs permettant de déterminer la monnaie fonctionnelle sont séparés en indicateurs principaux et secondaires. Les indicateurs principaux sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité est active et on leur accorde plus de poids. Les indicateurs secondaires apportent une preuve additionnelle afin d'aider à déterminer la monnaie fonctionnelle de l'entité. Les indicateurs principaux se voient attribuer une pondération plus importante sous les IFRS que sous les PCGR du Canada.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Lors de la transition, la Société a mené une évaluation des monnaies fonctionnelles historiques de toutes les entreprises du groupe selon les exigences des IFRS. Selon cette évaluation, toutes les entreprises du groupe ont conservé la même monnaie fonctionnelle que sous les PCGR du Canada – le dollar canadien – à l'exception de deux exploitations étrangères, aux États-Unis et en Inde, où il a été déterminé que la monnaie locale aurait du constituer la monnaie fonctionnelle.

Le changement de monnaie fonctionnelle historique a exigé le reclassement rétroactif des données de ces filiales et coentreprise dans leur monnaie locale, selon la méthode prescrite par l'IAS 21. L'impact cumulatif de la conversion historique de ces entités de leur monnaie locale en dollars canadiens, la monnaie de présentation, a été comptabilisé dans le compte des ajustements de conversion cumulatifs.

Toutefois, en vertu de l'IFRS 1, la Société a choisi de remettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion, qui aurait autrement inclus les gains et les pertes historiques provenant de cette conversion des activités étrangères. Le solde de l'ajustement des écarts de conversion cumulés au 1^{er} juillet 2010 est de 295 703 \$ et a été comptabilisé comme ajustement du déficit. L'application de cette exemption n'a eu aucun impact net sur les capitaux propres.

f) Reclassement du surplus d'apport

PCGR du Canada

Le surplus d'apport comprend la charge de rémunération à base d'actions, la juste valeur des options d'achat d'actions exercées et la juste valeur des bons de souscription.

IFRS

Le concept de surplus d'apport n'existe pas en IFRS. La Société doit reclasser les items reconnus selon les PCGR comme actif, passif ou composante des capitaux propres selon les IFRS.

En conséquence, la Société a reclassé les montants présentés au compte « Surplus d'apport » selon les PCGR dans la section appropriée des capitaux propres selon les IFRS en fonction de leur nature.

g) Reclassement des contreparties conditionnelles

PCGR du Canada

Il est recommandé d'inclure au bilan une référence aux provisions et contreparties mais il n'est pas obligatoire de les inclure en tant que poste au bilan.

IFRS

Les états de la situation financière doivent au moins inclure un poste pour les provisions.

En conséquence, la Société a reclassé les contreparties conditionnelles à court terme relevant des « Crédeurs et charges à payer » en un seul poste.

h) Reclassement des actions à être émises

Les actions à émettre ont été reclassées au déficit.

i) Reclassement des résultats

PCGR du Canada

Le compte de résultats doit présenter avec justesse les résultats des activités pour la période et fournir des informations spécifiques; toutefois le concept de classement basé sur leur nature ou leur fonction n'est pas abordé.

IFRS

Une entité doit présenter une analyse des charges constatées aux résultats à l'aide d'un reclassement reposant soit sur leur nature soit sur leur fonction au sein de l'entité, en choisissant la méthode qui fournit des informations fiables et plus pertinentes. La Société estime que le classement de ses charges par fonction est plus pertinent.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

En conséquence, pour les périodes de trois et six mois se terminant le 31 décembre 2010, la rémunération à base d'actions, l'aide gouvernementale et les frais liés aux acquisitions et intégrations ont été classés dans les frais administratifs. Les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux ont été séparés sur la base de leur fonction : charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs. Les frais bancaires et autres frais financiers ont été classés avec les charges financières. Les autres revenus et la perte (le gain) sur taux de change ont été reclassés aux postes « Autres revenus » et « Produits financiers ».

j) Retraitement des flux de trésorerie dans le cadre du passage des PCGR du Canada aux IFRS

Le retraitement dans le cadre du passage des PCGR du Canada aux IFRS a eu un impact dû à la nouvelle méthode de comptabilisation utilisée pour la coentreprise de la Société, tel que décrit dans la section a) ci-dessus. La Société a également décidé de communiquer les intérêts reçus et payés dans les activités de financement. En conséquence, pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 31 décembre 2010, il existe un reclassement de 131 020 \$ et de 295 881 \$ entre les activités d'exploitation et les activités de financement.

Rapprochement des résultats consolidés

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre les états financiers consolidés établis auparavant en vertu des PCGR du Canada et les états financiers consolidés établis conformément aux IFRS.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actifs courants
Trésorerie et équivalents	(a)	244 670	(89 137)	-	155 533	Trésorerie et équivalents
Placements détenus à des fins de transaction		1 413 022	-	-	1 413 022	Certificats de placement garanti
Débiteurs	(a)	7 988 916	(51 595)	-	7 937 321	Débiteurs
Stocks	(a)	2 580 414	(24 520)	-	2 555 894	Stocks
Travaux en cours		1 385 081	-	-	1 385 084	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		223 078	-	-	223 078	Frais payés d'avance
		13 835 181	(162 252)	-	13 669 929	
Immobilisations corporelles	(a) (b)	2 455 470	(255 314)	-	2 200 156	Actifs non courants Immobilisations corporelles
Actifs incorporels	(c)	9 130 822	(2 381 184)	-	6 749 638	Actifs incorporels
	(a)	-	15 317	-	15 317	Participation dans une coentreprise
Autres actifs		42 606	-	-	42 606	Autres actifs
Écarts d'acquisition		10 499 284	-	-	10 499 284	Goodwill
Actifs d'impôts futurs	(c)	6 597	977 512	-	984 109	Actifs d'impôts différés
		36 969 960	(1 808 921)	-	34 161 039	
PASSIF						PASSIF
Passif à court terme						Passifs non courants
Emprunt bancaire		1 675 751	-	-	1 675 751	Emprunt bancaire
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	3 487 543	(156 433)	(529 972)	2 801 138	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	28 773	28 773	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		1 508 302	-	-	1 508 302	Excédent de facturation sur coûts engagés
Tranche à court terme de la dette à long terme		628 985	-	-	628 985	Tranche à court terme de la dette à long terme
Tranche des obligations convertibles		250 000	-	-	250 000	Tranche des obligations convertibles
	(d)(g)	-	832 668	501 199	1 333 867	Contreparties conditionnelles
		7 550 581	676 235	-	8 226 816	
Dette à long terme		1 400 793	-	-	1 400 793	Passifs non courants Dette à long terme
Débtenture convertible		1 146 894	-	-	1 146 894	Débtenture convertible
	(d)	-	1 430 128	-	1 430 128	Contreparties conditionnelles
Loyers différés		46 865	-	-	46 865	Loyers différés
		10 145 133	2 106 363	-	12 251 496	
CAPITAUX PROPRES						CAPITAUX PROPRES
Composante capitaux propres de la débtenture convertible	(f)	301 023	-	(301 023)	-	
Capital-actions	(h)	45 866 225	-	(13 789)	45 844 856	Capital social
Surplus d'apport	(f)	11 559 147	-	(11 559 147)	-	
	(f)	-	-	301 023	301 023	Réserve pour la portion capitaux propres de la débtenture convertible
	(f)	-	-	1 557 257	1 557 257	Réserve pour les options d'achat d'actions
	(f)	-	-	10 001 890	10 001 890	Réserve pour les bons de souscription
Déficit	(b) (c) (d) (e)(f) (h)	(30 528 440)	(3 878 939)	13 789	(34 393 590)	Déficit
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(a)(c)(d)	(1 373 128)	(36 345)	-	(1 409 473)	Cumul des autres éléments du résultat global
		25 824 827	(3 971 926)	-	21 909 543	
		35 969 960	(1 808 921)	-	34 161 039	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
						Activités poursuivies
Produits	(a)	6 421 506	(67 419)	-	6 354 087	Revenus
Coûts des marchandises vendues	(a)	4 403 777	(43 446)	-	4 360 331	Coût des marchandises vendues
Bénéfice brut		2 017 729	(23 973)	-	1 993 756	Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i)	1 969 771	(51 178)	(1 918 593)	-	
	(i)	-	-	315 340	315 340	Charges d'exploitation
	(i)	-	-	866 130	866 130	Frais de vente
	(i)	-	-	822 033	822 033	Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(b)(i)	79 228	(1 550)	-	77 678	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	266 513	(29 092)	-	237 421	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(j)	32 725	-	(32 725)	-	
Aide gouvernementale	(i)	(24 400)	-	24 400	-	
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	84 908	-	(84 908)	-	
	(i)	-	-	(14 207)	(14 207)	Autres gains (pertes) nets
		2 408 745	(81 820)	(22 530)	2 304 395	
Bénéfice (Perte) d'exploitation avant les postes suivants		(391 016)	57 847	22 530	(310 639)	Perte d'exploitation
Autres revenus	(i)	(6 642)	-	6 642	-	
Perte (Gain) sur taux de change	(i)	3 340	-	(3 340)	-	
	(i)	-	-	(3 370)	(3 370)	Produits financiers
	(d)(i)	-	9 039	179 301	188 340	Charges financières
		-	9 039	179 233	184 970	Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	146 575	-	(146 575)	-	
Acquisition et dépenses d'intégration	(i)	10 128	-	(10 128)	-	
	(a)(i)	-	28 084	-	28 084	Quote-part des pertes d'une coentreprise
		153 401	37 123	22 530	213 054	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(544 417)	20 724	-	(523 693)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices						
Impôts futurs		-	-	-	-	Économie d'impôts sur les bénéfices
		-	-	-	-	Impôts différés
Perte nette pour la période		(544 417)	20 724	-	(523 693)	Perte pour la période
Autres éléments de la perte étendue						
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(809 731)	127 036	-	(682 695)	Autres éléments du résultat global
Perte étendue de la période		(1 354 148)	147 760	-	(1 206 388)	Écart de conversion
						Résultat global pour la période
						Perte par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période
Perte de base et diluée par action		(0,009)	0,000	-	(0,009)	Perte de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation						
		60 132 245	-	-	60 132 245	Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Produits	(a)	12 761 372	(82 204)	-	12 679 168	Activités poursuivies Revenus
Coûts des marchandises vendues	(a)	8 850 698	(50 154)	-	8 800 544	Coût des marchandises vendues
Bénéfice brut		3 910 674	(32 050)	-	3 878 624	Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i) (i) (i) (i)	3 958 318 - - -	(91 805) - - -	(3 866 513) 615 628 1 791 316 1 545 879	- 615 628 1 791 316 1 545 879	- Charges d'exploitation Frais de vente Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(b)(i)	152 460	(2 551)	-	149 909	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	538 960	(55 142)	-	483 818	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(j)	65 341	-	(65 341)	-	-
Aide gouvernementale	(i)	(48 763)	-	48 763	-	-
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	110 672	-	(110 672)	-	-
	(i)	-	-	(23 346)	(23 346)	Autres gains (pertes) nets
		4 776 988	(149 498)	(64 286)	4 563 204	
Bénéfice (Perte) d'exploitation avant les postes suivants		(866 314)	117 448	(64 286)	(684 580)	Perte d'exploitation
Autres revenus	(i)	(13 991)	-	13 911	-	-
Perte (Gain) sur taux de change	(i) (i) (i) (d)(i)	(4 323) - - -	- - - 18 294	4 323 (9 242) 399 037 389 795	- (9 242) 417 331 408 089	- Produits financiers Charges financières Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	333 695	-	(333 695)	-	-
Acquisition et dépenses d'intégration	(i)	10 128	-	(10 128)	-	-
	(a)(i)	-	60 634	-	60 634	Quote-part des pertes d'une coentreprise
		325 509	78 928	64 286	468 723	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(1 191 823)	38 520	-	(1 153 303)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices						
Impôts futurs		-	-	-	-	Économie d'impôts sur les bénéfices Impôts différés
Perte nette pour la période		(1 191 823)	38 520	-	(1 153 303)	Perte pour la période
Autres éléments de la perte étendue						
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(1 373 128)	(36 345)	-	(1 409 473)	Autres éléments du résultat global Écart de conversion
Perte étendue de la période		(2 564 951)	2 175	-	(2 562 776)	Résultat global pour la période
Perte par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période						
Perte de base et diluée par action		(0,020)	0,001	-	(0,019)	Perte de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation						
		60 126 539	-	-	60 126 539	Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des flux de trésorerie consolidés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Perte nette	(a)	(544 417)	20 724	-	(523 693)	Perte nette de la période
Éléments hors caisse						Éléments hors caisse
Amortissement des immobilisations corporelles	(j)		(9 255)	194 225	184 970	Charges financières – nettes
Amortissement des actifs incorporels	(a)(b)	80 229	(2 551)	-	77 678	Amortissement des immobilisations corporelles
Obligations locatives nettes	(c)	266 518	(29 097)	-	237 421	Amortissement des actifs incorporels
Rémunération à base d'actions		(3 222)	-	-	(3 222)	Obligations locatives nettes
		84 908	-	-	84 908	Rémunération à base d'actions
Intérêts théoriques sur la dette long terme et débeture convertible	(a)	-	30 584	-	30 584	Quote-part des pertes d'une coentreprise
	(j)	48 281	-	(48 281)	-	
		(67 703)	10 405	145 944	88 646	
Débiteurs	(a)	(1 261 857)	20 313	-	(1 241 544)	Débiteurs
Stocks	(a)	(406 157)	21 134	-	(385 023)	Stocks
Travaux en cours		157 975	-	-	157 975	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		37 328	-	-	37 328	Frais payés d'avance
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	858 852	(136 239)	811	723 424	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	(811)	(811)	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		748 657	-	-	748 657	Excédent de facturation sur coûts engagés
		67 095	(84 387)	145 944	128 652	Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation
	(j)	-	-	3 370	3 370	Intérêts reçus
		-	-	-	-	Impôts payés sur les bénéfices
		67 095	(84 387)	149 314	132 022	Trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
Disposition de placement détenu jusqu'à échéance		-	-	-	39 298	Disposition de certificats de placement garanti
Acquisition de placement détenu jusqu'à échéance		(147 110)	-	-	(147 110)	Acquisition de certificats de placement garanti
Acquisition d'immobilisations corporelles	(a)	(56 772)	3 705	-	(53 067)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition d'actifs incorporels	(a)	(2 376)	2	-	(2 374)	Acquisition d'actifs incorporels
Acquisition d'entreprises	-	(452 366)	-	-	(452 366)	Contreparties conditionnelles payées
		(658 624)	3 707	-	(654 917)	Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						Flux de trésorerie liés aux activités de financement
Variation de l'emprunt bancaire		130 430	-	-	130 430	Variation de l'emprunt bancaire
Versement sur la dette long terme		(170 818)	-	-	(170 818)	Versement sur la dette long terme
Émission d'actions		8 000	-	-	8 000	Émission d'actions
	(j)	-	-	(149 314)	(149 314)	Intérêts payés
		(32 388)	-	(149 314)	(181 702)	Trésorerie nette générée par les activités de financement
Variation nette de la trésorerie et équivalents		(623 917)	(80 680)	-	(704 597)	Variation nette de la trésorerie et équivalents
Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères	(a)	(8 812)	10 081	-	1 269	Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents		(632 729)	(70 599)	-	(703 328)	Variation nette de la trésorerie et équivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(a)(c)(d)	877 399	(18 537)	-	858 862	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		244 670	(89 137)	-	155 533	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des flux de trésorerie consolidés pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Perte nette	(a)	(1 191 823)	38 520	-	(1 153 303)	Perte nette de la période
Éléments hors caisse	(j)	-	-	408 089	408 089	Éléments hors caisse
Amortissement des immobilisations corporelles	(a)(b)	152 460	(2 551)	-	149 909	Charges financières – nettes
Amortissement des actifs incorporels	(c)	538 960	(55 142)	-	483 818	Amortissement des immobilisations corporelles
Obligations locatives nettes		(6 528)	-	-	(6 528)	Amortissement des actifs incorporels
Rémunération à base d'actions	(a)	110 672	-	-	110 672	Obligations locatives nettes
Intérêts théoriques sur la dette long terme et débeture convertible	(j)	-	68 634	-	68 634	Rémunération à base d'actions
		103 156	-	(103 156)	-	Quote-part des pertes d'une coentreprise
		(293 103)	49 461	304 933	61 291	
Débiteurs	(a)	(3 422 056)	49 527	-	(3 372 529)	Débiteurs
Stocks	(a)	(716 013)	23 027	-	(692 986)	Stocks
Travaux en cours		695 979	-	-	695 979	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		78 517	-	-	78 517	Frais payés d'avance
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	(378 404)	(136 109)	(28 733)	(543 286)	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	28 733	28 733	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		1 313 175	-	-	1 313 175	Excédent de facturation sur coûts engagés
		(2 721 905)	(14 094)	304 933	(2 431 066)	Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation
	(j)	-	-	9 242	9 242	Intérêts reçus
		-	-	-	-	Impôts payés sur les bénéfices
		(2 721 905)	(14 094)	314 175	(2 431 066)	Trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
Disposition de placement détenu jusqu'à échéance		39 298	-	-	39 298	Disposition de certificats de placement garanti
Acquisition de placement détenu jusqu'à échéance		(147 110)	-	-	(147 110)	Acquisition de certificats de placement garanti
Acquisition d'immobilisations corporelles	(a)	(182 521)	3 723	-	(178 798)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition d'actifs incorporels	(a)	(9 743)	(3)	-	(9 746)	Acquisition d'actifs incorporels
Acquisition d'entreprises		(838 241)	-	-	(838 241)	Contreparties conditionnelles payées
		(1 138 317)	3 720	-	(1 134 597)	Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						Flux de trésorerie liés aux activités de financement
Variation de l'emprunt bancaire		1 675 751	-	-	1 675 751	Variation de l'emprunt bancaire
Versement sur la dette long terme		(341 081)	-	-	(341 081)	Versement sur la dette long terme
Dette à long terme contractée		124 692	-	-	124 692	Dette à long terme contractée
Émission d'actions	(j)	8 000	-	(314 175)	(314 175)	Intérêts payés
Frais d'émission d'actions dans le cadre d'un financement privé		(5 420)	-	-	(5 420)	Émission d'actions
		1 461 942	-	(314 175)	1 147 767	Frais d'émission d'actions dans le cadre d'un financement privé
		(2 398 280)	(10 374)	-	(2 408 654)	Trésorerie nette générée par les activités de financement
Variation nette de la trésorerie et équivalents						Variation nette de la trésorerie et équivalents
Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères	(a)	(29 425)	7 565	-	(21 860)	Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères
Variation nette de la trésorerie et équivalents		(2 427 705)	(2 809)	-	(2 430 514)	Diminution de la trésorerie et équivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(a)(c)(d)	2 672 375	(86 328)	-	2 586 047	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		244 670	(89 137)	-	155 533	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des capitaux propres consolidés au 30 juin 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actifs non courants
Trésorerie et équivalents	(a)	465 427	(25 071)	-	440 356	Trésorerie et équivalents
Placements détenus à des fins de transaction		1 412 963	-	-	1 412 963	Certificats de placement garanti
Débiteurs	(a)	8 412 515	(584 039)	-	7 828 476	Débiteurs
Stocks	(a)	2 281 319	(50 663)	-	2 230 656	Stocks
Travaux en cours	(a)	2 332 345	(67 404)	-	2 264 941	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		198 504	-	-	198 504	Frais payés d'avance
		15 103 073	(727 177)	-	14 375 896	
Immobilisations corporelles	(a)(b)	2 333 004	(267 190)	-	2 065 814	Actifs non courants
Actifs incorporels	(c)	8 374 218	(2 249 670)	-	6 124 548	Immobilisations corporelles
	(a)	-	88 041	-	88 041	Actifs incorporels
Autres actifs		41 942	-	-	41 942	Participation dans une coentreprise
Écarts d'acquisition	(d)	10 690 312	(510 885)	-	10 179 427	Autres actifs
Actifs d'impôts futurs	(c)	680 597	947 068	-	1 627 665	Goodwill
		37 223 146	(2 719 813)	-	34 503 333	Actifs d'impôts différés
PASSIF						PASSIF
Passif à court terme						Passifs non courants
Découvert bancaire		291 520	-	-	291 520	Découvert bancaire
Emprunts bancaires	(a)	1 579 486	(225 861)	-	1 353 625	Emprunts bancaires
Créditeurs et charges à payer	(a)(c)(d)(g)	5 328 868	(427 789)	(719 178)	4 181 901	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	32 300	32 300	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		1 310 866	-	-	1 310 866	Excédent de facturation sur coûts engagés
Impôts sur les bénéfices à payer	(a)	17 977	(10 328)	-	7 649	Impôts sur les bénéfices à payer
Tranche à court terme de la dette à long terme		319 108	-	-	319 108	Tranche non courante de la dette à long terme
	(d)(g)	-	-	686 878	686 878	Contreparties conditionnelles
		8 847 825	(663 978)	-	8 183 847	
Dette à long terme	(g)	3 225 176	-	-	3 225 176	Passifs non courants
Loyers différés		37 901	1 521 794	-	1 521 794	Dette à long terme
		12 110 902	857 816	-	12 968 718	Contreparties conditionnelles
						Loyers différés
CAPITAUX PROPRES						CAPITAUX PROPRES
Capital-actions	(h)	45 866 225	-	(13 789)	45 852 436	Capital social
Surplus d'apport	(f)	11 878 629	-	(11 878 629)	-	
	(f)	-	-	1 734 952	1 734 952	Réserve pour les options d'achat d'actions
	(f)	-	-	10 143 677	10 143 677	Réserve pour les bons de souscription
Déficit	(b)(c)(d)(e)(g)(h)	(30 635 638)	(3 651 923)	13 789	(34 273 772)	Déficit
Cumul des autres éléments de la perte étendue	(a)(c)(d)	(1 996 972)	74 294	-	(1 922 678)	Cumul des autres éléments du résultat global
		25 112 244	(3 577 629)	-	21 534 615	
		37 223 146	(2 719 813)	-	34 503 333	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour l'année financière terminée le 30 juin 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Produits	(a)	28 798 161	(1 165 895)	-	27 632 266	Activités poursuivies Revenus
Coûts des marchandises vendues	(a)	20 231 921	(763 846)	-	19 468 075	Coût des marchandises vendues
Bénéfice brut		8 566 240	(402 049)	-	8 164 191	Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i)	8 421 342	(410 679)	(8 010 663)	-	
	(i)	-	-	1 225 331	1 225 331	Charges d'exploitation
	(i)	-	-	3 689 387	3 689 387	Frais de vente
	(i)	-	-	3 392 160	3 392 160	Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(a)(i)	307 297	(7 295)	-	300 002	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	1 065 826	(117 343)	-	948 483	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(a)(j)	170 277	(5 656)	(164 621)	-	
Aide gouvernementale	(i)	(60 524)	-	60 524	-	
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	288 367	-	(288 367)	-	
	(i)	-	-	(82 802)	(82 802)	Autres gains (pertes) – nets
		10 192 585	(540 973)	(179 051)	9 472 561	
Perte d'exploitation avant les postes suivants		(1 626 345)	138 924	1 548 975	(1 308 370)	Perte d'exploitation
Autres revenus	(i)	(67 872)	-	67 872	-	
Perte (Gain) sur taux de change	(i)	(44 846)	(42)	44 888	-	
	(d)(i)	-	-	(29 958)	(29 958)	Produits financiers
	(i)	-	-	834 869	834 869	Charges financières
		-	-	804 911	804 911	Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	700 217	-	(700 217)	-	
Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible		(99 415)	-	-	(99 415)	Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible
Frais liés aux acquisitions et intégrations	(i)	38 403	-	(38 403)	-	
	(a)	-	(116 830)	-	(116 830)	Quote-part de bénéfice dans une coentreprise
		526 487	(116 872)	179 051	588 666	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(2 152 832)	255 796	-	(1 897 036)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices						Économie d'impôts sur les bénéfices
Impôts exigibles	(a)	25 096	(10 410)	-	14 686	Impôts exigibles
Impôts futurs	(a)	(561 111)	669	-	(560 442)	Impôts différés
		(536 015)	(9 741)	-	(545 756)	
Perte nette pour l'exercice		(1 616 817)	265 537	-	(1 351 280)	Perte nette pour l'exercice
Autres éléments de la perte étendue						Autres éléments du résultat global
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(2 292 675)	595 912	-	(1 922 678)	Écart de conversion
Perte étendue pour l'exercice		(3 909 492)	825 271	-	(3 273 958)	Résultat global pour l'exercice
						Perte nette par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période
Perte nette de base et diluée par action		(0,027)	0,005	-	(0,022)	Perte nette de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		60 136 106	-	-	60 136 106	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur
John G. Booth, administrateur ⁽²⁾
Élaine C. Phénix, administratrice ^{(1) (2)}
André Duquenne, administrateur
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité de vérification

⁽²⁾ Comité de gouvernance et rémunération

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Jim Peterson, chef de l'exploitation
Josée Riverin, directrice des finances
Guillaume Ducharme, V.-P., communications & relations investisseurs
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil

Harbans Kohli, V.-P., ventes Amérique du Nord
Guillaume Claret, V.-P., développement stratégique
Paul Laverty, V.-P., ingénierie
David Russell, V.-P., produits chimiques de spécialité et services

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, suite 340
Québec, Québec, G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

6840 Shingle Creek Parkway
Brooklyn Center, Minnesota 55430

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

H₂O Innovation India Ltd.
Chembond Center
EL-71, M.I.D.C., Mahape
Navi Mumbai – 400 710
Maharashtra – Inde

Usine (Inde)

H₂O Innovation India Ltd.
404/B/P-1, Village Dudhawada
ECP Road, Tal. Padra
Dist. Vadodara – 391450
Gujarat – Inde